



PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 18 DEC. 2012

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Ghislaine BENSEMHOUN
☎ : 04 72 61 37 81
✉ : ghislaine.bensemhoun@rhonc.gouv.fr

ARRETE

**autorisant la société GRANULATS et MATERIAUX de REINS TRAMBOUZE
et TURDINE - G.M.R.T - à poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière de roches
massives, et des installations associées situées lieux-dits "La Vallée"
et "Serviset" à SAINT-JEAN-LA-BUSSIÈRE.**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code minier ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-1, L 512-2, L 515-1, R 512-26 à
R 512-30 et R 515-1 ;

VU le code du patrimoine, notamment les articles L. 521-1 à L. 524-16 ;

VU le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 modifié relatif aux procédures administratives et
financières en matière d'archéologie préventive ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et
aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans
l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des
garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des
installations classées ;

- VU l'arrêté ministériel du 18 novembre 2009 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets de l'industrie extractive ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 3 décembre 2003 portant approbation de la révision du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;
- VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 64-74 du 31 janvier 1974 autorisant M. Emile AUBONNET à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert, de matériaux porphyriques sur le territoire de la commune de SAINT-JEAN-LA-BUSSIÈRE, au lieu-dit « La Vallée » sur une superficie globale approximative de 1 ha 85 a ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 3031-93 du 23 novembre 1993 autorisant la société AUBONNET CARRIÈRES à se substituer à M. Emile AUBONNET pour l'exploitation de la carrière précitée ;
- VU l'arrêté préfectoral du 3 février 1998 autorisant la société GRANULATS et MATERIAUX de REINS TRAMBOUZE et TURDINE (G.M.R.T.) à se substituer à la société AUBONNET CARRIÈRES pour l'exploitation de la carrière de SAINT-JEAN-LA-BUSSIÈRE ;
- VU la demande d'autorisation présentée le 14 novembre 2008, complétée en dernier lieu le 19 mai 2011, par la société G.M.R.T. en vue de poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière de roches massives et des installations associées situées lieux-dits "La Vallée" et "Serviset" à SAINT-JEAN-LA-BUSSIÈRE ;
- VU la demande de dérogation de mai 2011 pour la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées (cerfa n° 13614*01) déposée par la société G.M.R.T. pour le site de SAINT-JEAN-LA-BUSSIÈRE ;
- VU la demande de dérogation de mai 2011 pour la capture ou l'enlèvement, la destruction, la perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées (cerfa n° 13616*01) déposée par la société G.M.R.T. pour le site de SAINT-JEAN-LA-BUSSIÈRE ;
- VU l'avis favorable en date du 9 juillet 2011 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sur les demandes de dérogation précitées ;
- VU l'avis favorable en date du 25 juillet 2011, sous conditions, de l'expert faune délégué du Conseil National de Protection de la Nature ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2011 autorisant la capture, la perturbation intentionnelle, la destruction d'habitat d'espèces protégées de faune dans le cadre du projet d'extension de la carrière G.M.R.T. située sur le territoire de la commune de SAINT-JEAN-LA-BUSSIÈRE ;



VU l'avis technique en date du 15 novembre 2011 de l'inspection des installations classées sur le dossier de demande d'autorisation susvisé ;

VU l'avis de l'autorité environnementale formulé le 7 décembre 2011 sur le dossier de demande d'autorisation précité ;

VU les résultats de l'enquête publique à laquelle M. André FAVRE, désigné en qualité de commissaire enquêteur, a procédé du 30 janvier 2012 au 29 février 2012 inclus ;



VU la délibération en date du 23 janvier 2012 du conseil municipal de la commune de SAINT-VICTOR-SUR-RHINE (Loire) ;

VU la délibération en date du 27 janvier 2012 du conseil municipal de la commune de SAINT-JEAN-LA-BUSSIÈRE ;

VU la délibération en date du 2 février 2012 du conseil municipal de la commune d'AMPLEPUIS ;

VU la délibération en date du 17 février 2012 du conseil municipal de la commune de MARNAND ;



VU l'avis en date du 10 janvier 2012 de la direction régionale des affaires culturelles de Rhône-Alpes ;

VU l'avis en date du 10 février 2012 du service départemental d'incendie et de secours ;

VU l'avis en date du 13 février 2012 de l'agence régionale de santé Rhône-Alpes ;

VU l'avis en date du 17 février 2012 de la direction départementale des territoires ;

VU l'avis en date du 21 février 2012 de la direction de la sécurité et de la protection civile ;



VU le rapport de synthèse en date du 1er octobre 2012 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 juin 2012 prorogeant le délai d'instruction de la demande d'autorisation précitée ;

VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites - formation spécialisée des carrières - exprimé dans sa séance du 7 novembre 2012 ;



CONSIDERANT que la société G.M.R.T souhaite, d'une part, poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière de SAINT-JEAN-LA-BUSSIÈRE afin d'éviter toute rupture d'approvisionnement de sa clientèle, notamment, à la suite de l'abandon de l'exploitation de la carrière de COURS-LA-VILLE, et d'autre part, mettre en place des installations de traitement de matériaux de la carrière et de recyclage des déchets inertes du BTP ;

CONSIDERANT que cette extension d'activité est subordonnée à l'obtention d'une autorisation préfectorale au titre des rubriques n° 2510.1° et 2515.1° de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'en vue de prévenir les risques et nuisances potentiels présentés par ses installations l'exploitant met ou mettra en œuvre les dispositions suivantes :

➤ s'agissant de la limitation de l'impact faunistique et floristique :

- les travaux de décapage seront menés en dehors de la période de reproduction de l'avifaune,
- des précautions seront prises afin d'éviter les envois de poussières et les pollutions accidentelles d'hydrocarbures,
- avant la reprise de l'exploitation de la carrière, une zone compensatoire sera créée pour l'accueil des espèces protégées du site (avifaune, batraciens et reptiles) et un suivi scientifique de ce dispositif sera mis en place,
- une nouvelle haie sera plantée le long de la limite nord du site, avant la destruction de la haie existante, afin de reconstituer le corridor écologique,

➤ pour ce qui concerne l'impact paysager :

- le phasage de l'exploitation et de la remise en état coordonnée afin de permettre de reverdir et réintégrer visuellement les fronts résiduels d'exploitation dans les meilleurs délais,
- la nature de la remise en état permettra la création d'un espace typiquement rural,
- des écrans visuels seront aménagés (merlons, buttes et lisières boisées, le long de la RD 13),

➤ en matière de protection des eaux :

- les eaux pluviales du carreau de la carrière seront récupérées sur la plate-forme basale de la carrière, qui aura la capacité suffisante pour recueillir les eaux d'un orage décennal, puis transiteront par un bassin de décantation puis dans un fossé longeant la RD 13 et rejoignant le Rhins,
- une lame de déshuilage sera installée sur le bassin de décantation pour dépolluer une éventuelle pollution accidentelle,

- le lavage et le ravitaillement des engins se feront sur une aire étanche reliée à un décanteur-séparateur dimensionné pour une pluie décennale et les effluents issus de ce dispositif seront rejetés dans un des bassins de recyclage des eaux de procédé, lui-même relié au bassin de décantation du site,
 - il n'y aura pas de stockage de carburants sur place, le ravitaillement se fera en bord à bord par une citerne,
 - l'entretien courant des engins se fera dans un atelier bétonné dans lequel seront stockés sur rétention les lubrifiants,
 - la carrière disposera de stockage de matériaux absorbant et le personnel sera formé à la prévention des pollutions accidentelles et la conduite à tenir si elles se produisent,
- dans le domaine du bruit :
- des dispositions organisationnelles seront prises afin d'éviter le fonctionnement simultané de trop d'équipements bruyants en même temps,
 - les périodes de marche de certaines activités seront réduites : extraction sur 6 mois de l'année, traitement de granulats extraits sur 9 mois de l'année, traitement des déchets inertes du BTP sur 1 mois,
 - des écrans acoustiques seront mis en place lorsque cela sera possible ;

CONSIDERANT, de plus, que les dispositions spécifiées dans le présent arrêté, notamment celles destinées à la prévention de la pollution de l'eau et de l'air, des nuisances sonores, des vibrations et celles visant à la réduction des impacts sur la faune, la flore et le paysage sont de nature à permettre l'exercice de ces activités en compatibilité avec leur environnement ;

CONSIDERANT dès lors que les intérêts mentionnés aux articles L 211-1° et L 511-1° du code de l'environnement susvisé sont garantis par l'exécution de l'ensemble des mesures précitées ;

CONSIDERANT, par ailleurs, que de l'instruction du dossier il ressort que le projet est compatible avec le schéma départemental des carrières, et avec le SDAGE Loire-Brctagne et le projet de SAGE Loire en Rhône-Alpes ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il peut être réservé une suite favorable à la demande d'autorisation présentée par la société GRANULATS et MATERIAUX de REINS TRAMBOUZE et TURDINE - G.M.R.T. en vue de poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière de roches massives et des installations associées situées lieux-dits "La Vallée" et "Serviset" à SAINT-JEAN-LA-BUSSIÈRE ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE :

TITRE I - DONNÉES GÉNÉRALES

ARTICLE 1er: Autorisation

La société GRANULATS et MATÉRIAUX de REINS TRAMBOUZE et TURDINE (G.M.R.T.) dont le siège social est à PONTCHARRA-SUR-TURDINE, boulevard de la Trudine, est autorisée, sous réserve du strict respect des prescriptions édictées ci-après, à exploiter une carrière de roche massive (ignimbrites rhyolitiques et microgranites), située aux lieux-dits « La Vallée » et « Serviset » à SAINT-JEAN-LA-BUSSIÈRE, ainsi que les activités désignées ci-après :

DESIGNATION DES INSTALLATIONS	VOLUME DES ACTIVITES	RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE	CLASSEMENT
Exploitation de carrières	Production maximale annuelle de 140 000 t/an. Production moyenne annuelle de 100 000 t.	2510.1	AUTORISATION
Broyage, concassage, criblage (...) de pierres, cailloux, et autres produits minéraux naturels (...) Puissance installée de l'ensemble des machines concourant au fonctionnement des installations (hors puissance des engins mobiles) : ^ groupe mobile (traitement des matériaux inertes du BTP) = 380 kW ^ groupe mobile (traitement des granulats de la carrière) = 765 kW <i>Pour mémoire, puissance des engins mobiles participant à l'alimentation des installations = environ 335 kW (pelles d'alimentation des installations fixes et mobiles)</i>	Puissance installée : 1 145 kW	2515.1	AUTORISATION
Station de transit de produits minéraux	Stock de 10 000 m ³ de matériaux inertes des chantiers du BTP	2517	NON CLASSE
Atelier de réparation et d'entretien atelier de 50 m ² , comportant les stocks de lubrifiants et d'huiles usagées	Surface totale : 50 m ²	2930	NON CLASSE

ARTICLE 2: Caractéristiques de l'autorisation

Les installations doivent être implantées, exploitées et remises en état conformément aux plans et données contenues dans le dossier de demande d'autorisation en date d'avril 2011 en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu.

Les parcelles concernées par l'extraction des granulats et les installations de traitement sont les suivantes :

Commune, lieu-dit et section	Numéro de parcelle	Surface (m ²)
Commune de Saint-Jean-la Bussière Lieu-dit « La Vallée » Section A	361	16 520
	436 pp	9 060
	437	12 436
	439	4 665
	656	1 970
Commune de Saint-Jean-la Bussière Lieu-dit « Serviset » Section A	364 pp	55 500
	Total	100 151 m²

Un plan parcellaire donnant les limites du site autorisé est joint en annexe 1. Toute activité liée à la carrière, ou au recyclage des matériaux du BTP, est interdite en dehors de ce périmètre, notamment le stockage de matériaux.

L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté, remise en état incluse. Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire.

La présente autorisation vaut pour une exploitation de roches massives (ignimbrites rhyolitiques et microgranites), devant conduire à un aménagement conforme aux plans de phasage présentés dans le dossier de demande d'autorisation et joints au présent arrêté, en annexe 2.

Les réserves estimées exploitables sont d'environ 3 000 000 tonnes.

Le tonnage maximum annuel extrait autorisé est de 140 000 tonnes par an.

La cote limite d'exploitation en profondeur est de 384,5 m NGF.

La présente autorisation vaut également pour une plate-forme de recyclage de matériaux inertes du BTP, aménagée sur l'emprise de la carrière.

Les installations de traitement des matériaux de la carrière comprennent :

- ▲ un groupe de concassage primaire (310 kW) avec : trémie d'alimentation, crible scalpeur, concasseur à mâchoire ;
- ▲ un groupe de criblage secondaire-lavage (145 kW) avec : trémie d'alimentation, crible à trois étages équipé d'un dispositif de lavage ;
- ▲ un groupe de concassage secondaire (310 kW) avec : trémie d'alimentation, broyeur à cônes ;
- ▲ un dispositif de recyclage des eaux de lavage composé de 3 bassins de décantation en série.

Les groupes de traitement ne sont pas utilisés tous les 3 simultanément, ni en permanence. Les conditions d'utilisations sont détaillées au point 16.1. Les périodes de fonctionnement sont indiquées à l'article 16.

L'installation de recyclage des matériaux inertes du BTP, d'une capacité de 5000 tonnes environ par an comprend :

- ▲ un groupe mobile de concassage (320 kW) avec : trémie d'alimentation, crible scalpeur, concasseur à percussion, aimant ;
- ▲ un groupe mobile de criblage (60 kW) avec : trémie d'alimentation, crible à trois étages.

Il s'agit de matériel spécialement dédié au recyclage des matériaux du BTP, amené sur le site par campagne.

Les conditions et les périodes de fonctionnement sont détaillées à l'article 16 et au point 16.1.

TITRE II - RÉGLEMENTATIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 3: Réglementation générale

L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières est applicable aux installations objets du présent arrêté.

Les compresseurs d'air équipant les installations de traitement sont exploités conformément à l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 modifié, relatif à l'exploitation des équipements sous pression.

ARTICLE 4 : Police des carrières

L'exploitant est également tenu de respecter les dispositions prescrites par :

1. les articles L.175-3, L.175-4, L.152-1 du code Minier,
2. le code du travail complété, ou adapté, pour sa partie 4 (santé et sécurité au travail) par le texte cité en 3.
3. le décret n°80-331 du 7 mai 1980 modifié portant Règlement Général des Industries Extractives,

Le titulaire de l'autorisation d'exploiter doit déclarer au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement :

- le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux,
- les entreprises extérieures éventuellement chargées de travaux et de tout ou partie de l'exploitation.

Il rédige par ailleurs le document de sécurité et de santé, les consignes, fixe les règles d'exploitation, d'hygiène et de sécurité. Il élabore les dossiers de prescriptions visés par les textes.

Il porte le document de sécurité et de santé, les consignes et dossiers de prescriptions à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être et des entreprises extérieures visées ci-dessus, les tient à jour, et réalise une analyse annuelle portant sur leur adéquation et sur leur bonne application par le personnel.

Une formation à l'embauche et une formation annuelle adaptées sont assurées à l'ensemble du personnel.

Le bilan annuel des actions menées dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement, la liste des participants à ces actions et formations est tenu à la disposition de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes.

ARTICLE 5: Clôtures et barrières

Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour du périmètre concerné par l'exploitation.

L'entrée du site autorisé est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.

ARTICLE 6: Dispositions particulières

6.1 - Information du public

L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au site des panneaux indiquant en caractères apparents :

- ▲ l'identification de l'installation (objet des travaux),
- ▲ la raison sociale et l'adresse de l'exploitant,
- ▲ le numéro et la date du présent arrêté,
- ▲ les jours et heures d'ouverture,
- ▲ la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée »,
- ▲ le numéro de téléphone permettant au public de joindre un salarié responsable de la société, en cas de nuisances,
- ▲ l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.

6.2 - Bornage

L'exploitant est tenu de placer :

- ▲ des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- ▲ une ou des bornes de nivellement afin de s'assurer du respect des profondeurs d'exploitation autorisées.
- ▲

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

6.3 - Accès à la carrière

L'accès à la voirie publique, depuis la carrière, est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique, en accord avec le service gestionnaire de la voirie départementale.

En cas de besoin, l'exploitant procède au nettoyage et au balayage de la RD 13 à proximité et devant l'entrée du site.

Avant la commercialisation des matériaux issus de l'exploitation en phase 0 de la carrière, l'exploitant crée un accès, en accord avec le gestionnaire de la RD 13, au droit de la zone compensatoire, et prend les dispositions de sécurisation de cet accès qui lui seront indiquées par le gestionnaire. Avant sa réalisation, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le plan d'aménagement prévu, avec les éléments d'accord du gestionnaire.

Avant la commercialisation des matériaux issus de l'exploitation en phase 1a de la carrière, l'exploitant sécurise la sortie du site sur la RD 13 par la mise en place d'une voie de dégagement et d'insertion centrale, sur la route départementale ponctuellement élargie, conformément au plan en annexe 8. De plus, dans le cadre des travaux de sécurisation, la courbure de la RD 13 à la sortie du site vers Saint-Victor-sur-Rhins est légèrement rectifiée pour rallonger la distance de visibilité dans cette direction. Toutefois, en cas de demande motivée de l'exploitant pour des raisons de sécurité routière, un aménagement différent pourra être réalisé, sous réserve de l'accord du gestionnaire de la route.

L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activité, et en dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

En cas de gardiennage des installations, l'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le personnel de gardiennage, formé aux risques générés par la carrière et ses installations associées.

Sur la RD 13, de part et d'autre de la carrière, l'exploitant fait apposer une signalisation indiquant l'exercice régulier de tirs de mines, afin d'éviter l'effet de surprise des automobilistes.

De même, des panneaux indiquant le danger lié à la sortie de camions sont placés sur la RD 13 de part et d'autre de l'accès à l'établissement.

6.4 - Travaux préliminaires à l'exploitation

Préalablement à l'exploitation du gisement, l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 4, 5, 6 - points 6.1 à 6.3-, et 23 - point 23.1.

6.5 - Moyens de pesée

A proximité de l'accès à la carrière est implanté un dispositif de pesée des granulats, et des matériaux inertes du BTP (destinés au remblais ou au recyclage), muni d'une imprimante (ou dispositif enregistreur équivalent) permettant de mesurer le tonnage de des granulats et matériaux inertes du BTP entrant ou sortant de l'installation. Le système de pesage est conforme à un modèle approuvé et contrôlé périodiquement en application de la réglementation relative à la métrologie légale.

TITRE III - EXPLOITATION

ARTICLE 7 : Dispositions particulières d'exploitation

7.1 - Décapage des terrains

Le déboisement et le défrichage des terrains sont réalisés par phases successives correspondant aux besoins de l'exploitation. Ils n'ont pas lieu lorsque le temps favorise les envois de poussière (temps sec venteux). La terre végétale et les stériles doivent être correctement ressuyés avant d'être transportés.

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère ni aux autres matériaux de découverte, ni aux stériles d'exploitation.

Les périodes possibles pour le décapage sont indiquées au titre VI du présent arrêté.

La terre végétale et les stériles sont stockés séparément en attendant d'être utilisés pour la remise en état du site. L'exploitant prévient l'apparition d'ambrosie de ces stocks, et le phénomène d'érosion, en ensemençant ces terres immédiatement après leur mise en place, par d'autres espèces indigènes.

Les merlons de terre végétale, ainsi que les merlons de stériles sont disposés soit sur les bandes périphériques de 10 m, soit sur des zones non exploitables, soit en fond de fouille ou bien immédiatement remobilisés pour le réaménagement à l'avancement.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avant le début des travaux d'exploitation de la carrière ou au plus tard 3 mois après notification du présent arrêté, un plan de localisation des cordons ou merlons de terre végétale, des stockages de stériles de découverte, et des remobilisations à l'avancement des stériles et terres végétales, selon les différentes phases. Ce plan peut être intégré dans le plan de gestion des déchets inertes visé au point 7.9.

La hauteur des merlons de terre végétale est limitée à 2 mètres.

Les stockages de terre végétale ne doivent pas être déplacés ni rechargés par-dessus, avant leur remise en place définitive. Leur forme est bombée avec une légère pente permettant le drainage naturel.

7.2 - Patrimoine archéologique

Lorsque des prescriptions archéologiques ont été édictées par le préfet de région en application du décret n°2004-490 du 3 juin 2004, pris pour l'application de la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions.

Toute découverte de vestiges archéologiques doit être signalée sans délai à la Mairie, à la Direction Régionale des Affaires Culturelles, avec copie à l'inspection des installations classées.

7.3 - Épaisseur d'extraction

La cote limite d'exploitation en profondeur est de 384,5 m NGF, pour une épaisseur d'extraction maximale de 70 mètres.

7.4 - Conduite de l'exploitation

L'exploitation est conduite en 6 phases successives de cinq années chacune.

Les plans de phasage sont joints en annexe 2. La remise en état durant les phases d'exploitation se fait à l'avancement.

Phase 1 : 5 ans

La première phase, d'une durée de 5 ans, est divisée en 3 sous-phases.

Phase 0 (durée : 2 ans) : il s'agit d'une phase de création au nord-ouest, d'une zone d'accueil compensatoire de 4800 m² (80 m x 60 m), destinée à maintenir les populations d'avifaune (Petit Gravelot et Hibou Grand Duc) et d'amphibiens. Durant cette phase a lieu la découverte des terrains qui ne le sont pas encore et qui sont situés dans les périmètres des phases 1 a et 1 b, afin de constituer, avec les stériles enlevés, les merlons ou buttes acoustique et paysager en bordure de RD 13.

Phase 1 a (durée : 1 an et demi) : sur l'ensemble du périmètre de la carrière existante, en partie sud du site, les anciens fronts et le carreau basal sont repris de manière à créer des gradins réguliers de 15 m de hauteur, et à agrandir la plate-forme basale pour permettre de dégager l'espace nécessaire aux installations de traitement de matériaux et installations annexes (bascule, bureau, bassins d'eau, atelier mécanique et airo de ravitaillement en carburant).

Phase 1 b (durée : 1 an et demi) : les fronts créés progressent de l'ouest vers l'est. Durant la phase 1, la ligne électrique aérienne haute-tension traversant le site est déplacée en périphérie du site, selon le schéma situé en annexe 4.

Le front en limite sud est réaménagé au fur et à mesure de l'avancement.

Phase 2 : 5 ans et Phase 3 : 5 ans

Durant ces phases, les fronts progressent de l'ouest vers l'est jusqu'en limite sud-est du site.

Le front en limite sud est réaménagé au fur et à mesure de l'avancement.

Le front en limite Est est réaménagé à la fin de la phase 3.

Phase 4 : 5 ans, Phase 5 : 5 ans et Phase 6 : 5 ans

Durant ces phases, les fronts progressent du sud vers le nord jusqu'en limite nord du site.

Le front en limite Est est réaménagé au fur et à mesure de l'avancement.

Le fond de fouille est réaménagé au fur et à mesure de l'avancement.

Le front en limite nord est réaménagé à la fin de la phase 3.

7.5 – Distances limites et zones de protection

L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes. Tel est le cas notamment autour des bassins de décantation de boues.

Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants et du chemin traversant le site ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres.

En tout état de cause le niveau bas de l'exploitation sera arrêté de telle façon que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

L'exploitant doit prendre toutes dispositions d'usage pour les travaux au voisinage des lignes électriques, des canalisations enterrées, des voies routières...

En outre, à proximité des ouvrages électriques présents sur la carrière (pylônes et lignes électriques), l'exploitant respecte les dispositions suivantes :

- ▲ l'exploitation est arrêtée à 10 m des pylônes,
- ▲ une distance de protection de 5 m est maintenue en permanence par rapport aux câbles sous tension,
- ▲ l'accès aux ouvrages électriques est gardé libre en permanence.

7.6 – Registres et plans

Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Durant les périodes d'exploitation et de remise en état, ce plan est mis à jour au moins une fois par an par l'exploitant et envoyé à l'Inspection des Installations Classées. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,
- les bords de la fouille,
- les cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

7.7 – Intégration paysagère du site

La lisière boisée longeant la RD 13 en partie ouest de l'emprise est conservée et renforcée autant que de besoin pour cacher le site depuis la circulation sur la Route Départementale 13.

La hauteur du merlon existant au sud-ouest de l'emprise, le long de la RD 13 est augmentée de 2 m à 6,5 m, avant le début de la phase 1 a.

La butte existante au nord-ouest de l'emprise, le long de la RD 13, est réhaussée jusqu'à 4 m de hauteur, avant l'extraction des matériaux situés sous la découverte de la phase 0, pour la butte située au droit de la zone compensatoire, et avant le début de la phase 1a pour le reste de la butte.

Le plan d'implantation des merlons ou butte est en annexe 5.

7.8 – Personnes responsables

L'exploitation de l'installation de traitement doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

7.9 – Plan de Gestion des déchets inertes

Préalablement à l'exploitation de la carrière, et au plus tard dans un délai de 3 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant transmet au préfet son plan de gestion de déchets inertes issus de l'exploitation de la carrière. Ce plan devra prévoir les modalités de constitution des merlons et buttes en bordure de RD 13, de manière à éviter les coulées de boues sur la route.

TITRE IV - REMISE EN ETAT

ARTICLE 8: Réaménagement du site

La remise en état du site a pour objectif la restitution d'un terrain à vocation naturelle et paysagère. (Cf plan de remise en état en annexes 3.1 et 3.2).

Elle consiste en la création d'un milieu naturel ouvert de type clairière, à dominante de zones humides avec des mares plus ou moins permanentes, pour les batraciens et libellules, des plages de graviers pour le petit Gravelot, des falaises à oiseaux rupestres (Hibou Grand Duc), et des milieux minéraux de type pierriers sur les talus, en pied de talus, et sur la plate-forme basale, favorables aux reptiles.

La plate-forme basale comporte des mares temporaires et des mares permanentes, alimentées par les sources du site et les précipitations. Leur profondeur est comprise entre 50 cm et 1,5 m, et leurs berges sont en pente douce. Les sources du site sont canalisées vers les mares par de petits fossés peu profonds entaillés dans les talus périphériques et la plate-forme basale. Des fossés de récupération des trop-pleins des mares sont également créés, et se rejoignent à l'entrée du site pour se jeter dans le fossé de la RD13 côté site. Des plages de graviers issus des matériaux du site sont aménagées à une altitude légèrement supérieure au fil d'eau maximal des mares et zones humides. Une roselière de type cariçaie, jonchaie et phragmitaie (baldingère, jonc articulé, jonc épars, laïche en vessie, laïche glauque, roseau commun, massette à feuilles larges) est créée sur un substrat plus épais. Du gazon amphibie (jonc des crapauds, jonc des vases, souchet brun, souchet jaunâtre) est semé en périphérie directe des mares. Des pierriers sont créés avec les matériaux de déstructuration des fronts, placés sur la plate-forme basale, en pied de talus. La partie ouest de la plate-forme est plantée avec des espèces locales herbacées, arbustives et arborescentes, avec une faible densité. En dehors des zones humides et des roselières, la plate-forme reçoit un semis de type pelouse sèche acidophile, avec une densité de 50 à 100 kg par hectare, au moyen d'un semis mécanique, avec des graines rustiques variées locales choisies par un organisme spécialisé. Les zones boisées sont plantées avec une densité de 2 plants pour 10 m² (chêne pédonculé, érable sycomore, merisier, prunellier, saule blanc, saule cendré, saule marsault).

Les talus périphériques à la plate-forme basale, sur les côtés sud, est et nord sont issus de la déstructuration des fronts résiduels d'exploitation à une pente maximale de 60°, puis sont remblayés de manière à constituer une pente maximale de 45°. Leurs contours et pentes sont variés. Les remblais apportés sont formés des couches successives suivantes : matériaux inertes externes, puis éventuellement stériles d'exploitation, puis matériaux de déstructuration sur une épaisseur d'un mètre minimum. Des passages à faune sont aménagés dans le talus nord et le talus sud. Des pierriers sont créés avec les matériaux de déstructuration des fronts et placés sur les talus. Les talus reçoivent sur certaines zones un semis de type pelouse sèche acidophile, avec une densité de 50 à 100 kg par hectare, au moyen d'un hydroseeder, avec des graines rustiques variées locales choisies par un organisme spécialisé. Sur les autres zones, ils sont plantés avec de la lande à raison de 2 plants pour 10 m² (genets à balais, millepertuis perforés, onagre bisanuelle). Les remblais d'origine externe font l'objet des contrôles et de la traçabilité explicités au titre IX du présent arrêté.

Une falaise de 30 m de hauteur maximale est laissée en périphérie est, et aussi sur une partie des périphéries nord et sud.

La falaise et les talus périphériques sont terminés en partie sommitale avec des talus de raccordement au terrain naturel environnant. Ces talus ont une largeur minimale de 15 m au-dessus de la falaise et de 10 m au-dessus des talus périphériques. Leur pente est progressive, et de 40° maximum. Ils sont boisés de manière dense et quasi impénétrable. La densité de plantation est de 4 à 5 plants par 10 m² avec prédominance nette des espèces : prunellier, aubépine à un style, troène, églantier, ronce commune, et aussi les espèces suivantes moins nombreuses : chêne pédonculé, fusain d'Europe, sureau noir.

En cours d'exploitation :

- l'exploitant remet les parcelles en état à l'avancement de l'extraction, en aménageant les talus de raccordement, les talus périphériques, les falaises, la plate-forme basale,

- les talus de raccordement topographique aux terrains environnants sont aménagés à l'avancement, dès que les limites d'emprise sont atteintes, et avant l'aménagement, selon les secteurs, des falaises ou des talus périphériques qu'ils raccordent aux terrains environnants. Ils sont créés par déstructuration de la bande de délaissé en périphérie de la carrière, dont la largeur est de 10 m au droit des zones de talus périphérique et de 15 m au droit des zones de falaise.
- les falaises sont aménagées à l'avancement, dès que les limites d'emprise sont atteintes. Elles sont purgées des blocs instables, puis déstructurées (avec des élingues ou de petits tirs de mines très localisés), pour révéler les anfractuosités de la falaise favorables à la biodiversité.
- les talus périphériques sont aménagés à l'avancement de l'exploitation, dès que les limites d'emprise sont atteintes et le profil résiduel dégagé. Des remblais d'origine externe sont amenés à la pelle mécanique sur chaque banquette de gradin. Cette couche de remblais est ensuite recouverte par des stériles d'exploitation du site, s'il y en a de disponible. Puis chaque haut de gradin est déstructuré à la pelle mécanique ou avec de petits tirs de mines localisés de manière à recouvrir les remblais. Les zones destinées à la restitution de pelouses sèches acidophiles sur les talus d'éboulis rocheux sont « saupoudrées » avec une fine couche de terre végétale qui laisse affleurer la roche. Sur les zones destinées à restituer des landes, la terre végétale est régalée sur une couche de 10 cm d'épaisseur moyenne, par-dessus les éboulis rocheux.
- La plate-forme basale est réaménagée à l'avancement, dès que le niveau basal d'extraction est atteint, sauf pour les secteurs du site où sont implantés les installations de traitement de matériaux, les stocks de granulats et les installations annexes. Les déstructurations différentielles pour créer des supports variés sont assurés au moyen d'une pelle mécanique ou de petits tirs de mines localisés. Les zones destinées à recevoir du gazon amphibie sont « saupoudrées » avec une fine couche de terre végétale qui laisse affleurer la roche. Sur les zones destinées à recevoir des prairies humides, la terre végétale est régalée sur une couche de 10 cm d'épaisseur moyenne. Sur les zones destinées à restituer des bois, sur la plate-forme et aussi sur les merlons boisés le long de la RD 13, la terre végétale est régalée sur une couche de 30 cm d'épaisseur moyenne.
- l'exploitant prend l'attache d'un ou plusieurs organismes compétents, choisis en accord avec l'inspection des installations classées, qui poursuivront un suivi scientifique annuel de la faune du site, en particulier de la population de batraciens, de Hibou Grand-Duc, et du Petit Gravelot et conseilleront l'exploitant dans ses travaux de remise en état de la carrière (à la fois pour les aspects reprise de végétations, et pour le choix des espèces à planter, de manière à favoriser la biodiversité tout en préservant l'intégration paysagère). Un rapport annuel est établi par cet (s) organisme(s), concernant le suivi scientifique écologique, et les préconisations pour l'orientation des travaux d'exploitation et de remise en état) et adressé à l'inspection des installations classées. En cas d'intervention de plusieurs organismes, l'exploitant veillera à ce qu'ils se concertent entre eux lors, ou à la suite, de leurs visites, de manière à ce que leurs préconisations soient cohérentes avec les objectifs de chacun. L'exploitant est tenu de mettre en œuvre leurs préconisations.

- la remise en état de l'accès à la zone compensatoire est réalisée selon les modalités et le calendrier préconisé par le ou les organismes écologiques cités au tiret précédent.

L'avancement de la remise en état est conforme aux plans joints en annexe 2.

En fin d'exploitation :

- a) les installations de traitement des matériaux et toutes les infrastructures et installations annexes liées à l'exploitation sont démantelées et évacuées ; les stocks de granulats sont enlevés ;
- b) la plate-forme basale au droit de ces installations est remise en état ;
- c) le merlon de protection phonique le long de la RD 13 est conservé à ses hauteurs de constitution (4 m sur une partie et 6,5 m sur l'autre partie), ainsi que les haies arbustives implantées dessus ;
- d) la clôture est conservée sur toute la périphérie ;
- e) l'accès au site est maintenu pour les services d'entretien et de secours ;

ARTICLE 9: Cessation d'activité

Six mois au moins avant la date de fin de travaux ou d'expiration de la validité de la présente autorisation, à défaut d'avoir déposé une demande de renouvellement de l'autorisation, l'exploitant adresse au Préfet :

Une notification de fin d'exploitation qui précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- ▲ l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux,
- ▲ les interdictions ou limitations d'accès au site ;
- ▲ la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- ▲ la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

- ▲ Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
- ▲ Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- ▲ En cas de besoin, la surveillance à exercer ;
- ▲ Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage..

TITRE V - PRÉVENTION DES POLLUTIONS

ARTICLE 11 : Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, et de nuisances par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

ARTICLE 12 : Pollution des eaux

12.1 - Prévention des pollutions accidentelles

Le ravitaillement, le lavage et le stationnement en dehors des périodes de travail, des engins de chantier sur pneus, sont réalisés par un véhicule citerne ravitailleur équipé d'un pistolet de remplissage à arrêt automatique, sur une aire étanche, de superficie 98 m², suffisante pour accueillir tous les engins sur pneus du site en stationnement. Cette aire possède des formes de pente reliées à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Ce point bas est équipé d'un décanteur relié à un séparateur à hydrocarbures avec obturateur automatique. Le séparateur à hydrocarbures doit posséder une capacité de traitement d'au moins 3l/s. Les effluents du séparateur sont rejetés dans un des bassins de décantation des eaux de lavage des matériaux, lui même relié au bassin de décantation des eaux pluviales du site. Le bassin de décantation des eaux pluviales du site est équipé d'une lame de déshuilage permanente.

Le lavage des engins est réalisé avec un nettoyeur haute pression, sans utilisation de détergent tensioactif.

Le ravitaillement des engins de chantier travaillant sur les fronts (pelle et foreuse) est réalisé par un véhicule citerne ravitailleur équipé d'un pistolet de remplissage à arrêt automatique, au-dessus d'un bac de rétention mobile rigide de volume 50 litres environ en vue de recueillir les égouttures éventuelles au cours du remplissage.

L'entretien courant des engins du site est réalisé sous abri, dans l'atelier, au-dessus d'une aire étanche équipée d'une fosse de vidange étanche d'au moins 2 m³.

Tout entretien courant des engins (utilisation de lubrifiants) est interdit en dehors de l'atelier ou de l'aire de stationnement.

Le gros entretien et la réparation des engins sont réalisés hors site dans des ateliers extérieurs d'entreprises spécialisées.

Il n'y a pas de stockage de carburant sur le site. Le stockage des lubrifiants est situé dans l'atelier.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

Le ravitaillement en carburant des blocs moteur-réservoir de chaque installation de concassage et criblage est réalisé au-dessus d'une rétention, constituée par un bac de rétention mobile rigide de volume 50 litres environ en vue de recueillir les égouttures. Le dispositif de remplissage embarqué sur véhicule est muni d'un pistolet à arrêt automatique.

En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont confinées au niveau du bassin de décantation du site, qui est muni d'une vanne d'obturation.

En cas d'intervention exceptionnelle sur les engins dans le site d'excavation, des bacs de rétention mobiles de

L'exploitant met à la disposition du personnel (dans les engins, installations et bureaux) des matières absorbantes à même de permettre un traitement local rapide des pollutions éventuelles aux hydrocarbures, dans l'attente de la récupération des matériaux souillés par une entreprise spécialisée. Il forme ses personnels à la conduite à tenir en cas de survenance d'un tel événement.

Un kit de dépollution d'une forte capacité d'absorption (250 à 400 l) est présent dans l'atelier. Un bac de rétention mobile de capacité suffisante est également disponible sur le site, en cas d'intervention exceptionnelle sur les engins sur le site d'extraction.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

L'exploitant rédige une consigne sur la conduite à tenir par le personnel en cas de pollution accidentelle du sol et des eaux avec des hydrocarbures. Le personnel de la carrière est informé de cette consigne lors de son embauche. Des exercices de mise en œuvre de cette consigne sont périodiquement organisés par l'exploitant (au moins tous les 3 ans).

Les engins sur pneus travaillant à l'extraction, au réaménagement ou à la manipulation des stocks ne stationnent pas sur leur lieu de travail lors des pauses et en fin de journée, mais rejoignent l'aire de stationnement étanche des engins.

Dans l'attente de la mise en place de l'aire étanche définitive pour le ravitaillement, le petit entretien et le stationnement, une aire merlonnée recouverte d'une géomembrane étanche, reliée à un décanteur-déshuileur est mise en place, que ce soit sur la zone de mesures compensatoires, ou sur la plate-forme basale à l'emplacement de la phase 1a.

12.2 – Prélèvement d'eau

Conditions d'alimentation en eau

L'eau réservée aux usages industriels (prévenir les envols de poussières et lavage des matériaux) provient des bassins de recyclage des eaux de lavage et/ou du bassin de décantation des eaux pluviales du site.

L'eau d'appoint, nécessaire au circuit de lavage des matériaux dans l'installation de traitement, à l'appoint pour le lavage éventuel des roues, à l'arrosage des pistes et à l'humidification des matériaux pour prévenir les envols de poussières, provient en priorité de l'eau des bassins de décantation du site, ou, s'ils sont à sec, du réseau d'eau potable intercommunal.

La consommation humaine et les sanitaires sont également approvisionnés par le réseau d'eau potable intercommunal.

Le raccordement au réseau public est muni d'un dispositif anti-retour.

Annuellement, l'exploitant établit le bilan de sa consommation en eau potable, en distinguant les usages de consommation humaine et sanitaire, des usages industriels.

Les consommations en eau potable sont relevées mensuellement, et l'exploitant s'efforce de les minimiser, afin d'économiser la ressource.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau du site doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

12.3 – Rejets d'eau dans le milieu naturel

12.3.1 - Eaux de procédés des installations

Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. La consommation d'eau potable ne sert que d'appoint. Les eaux de procédé sont traitées par décantation au travers de trois bassins reliés en série. Les boues se déposant en fond de bassin sont régulièrement enlevées pour être entreposées dans un bassin de séchage. Elles sont ensuite reprises pour servir de remblais dans le cadre du réaménagement de la carrière.

Les différentes composantes du dispositif de décantation (flexibles, canalisations, surverses, pompes de reprise des eaux claires) sont régulièrement entretenus et contrôlés.

Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles.

Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.

Les eaux de l'installation de lavage de roues des camions, si ce dispositif est mis en place, sont intégralement recyclées, et ne donnent pas lieu à des rejets d'effluents dans le milieu naturel.

12.3.2 - Eaux rejetées (eaux pluviales et eaux de nettoyage)

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, en provenance de l'aire de ravitaillement, ainsi que l'eau de lavage des engins, transitent dans un décanteur puis dans un séparateur à hydrocarbure d'une capacité de traitement de 3 l/s pour une surface d'aire collectée de 98 m². Ce séparateur est muni d'un obturateur automatique. Les effluents traités rejetés par le séparateur sont dirigés vers le premier ou le deuxième bassin de décantation des eaux de lavage des matériaux.

Le décanteur et le séparateur à hydrocarbures sont vérifiés et entretenus aussi souvent que nécessaire, et au moins une fois par an. Ils font l'objet d'une vérification régulière du niveau de remplissage. Les résidus d'hydrocarbures éventuels sont quant à eux récupérés par un éliminateur agréé.

Les eaux de lavage des matériaux transitent dans 3 bassins de décantation en série. Le troisième bassin est équipé d'une surverse qui aboutit au bassin de décantation des eaux pluviales du site.

Les eaux pluviales du site en dehors de l'aire de ravitaillement sont contenues en cas d'orage sur la plate-forme basale du site, au moyen d'une surhausse de type dos d'âne de 5 cm sur toute la largeur de l'entrée du site.

Ces eaux d'orages s'écoulent en direction d'un bassin de décantation de dimensions environ 10 m de longueur sur 5 m de largeur et 1 mètre de profondeur. Il est muni d'une vanne d'obturation en cas de pollution accidentelle sur le site, et d'une lame de déshuilage installée à demeure. Il est curé au moins une fois par an.

La surverse de ce bassin est rejetée par une canalisation de diamètre 300 mm dans un fossé longeant la RD 13, qui se rejette ensuite dans le Rhins.

L'aire de ravitaillement en carburant ainsi que l'atelier sont surélevés de 50 cm au moins par rapport au bassin de décantation des eaux d'orage.

Les eaux du site sont rejetées par un unique émissaire issu du bassin de décantation du site. Elles respectent en sortie les prescriptions suivantes:

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30°C ;
- les matières en suspensions totales (MBST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF EN 872),
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF EN ISO 9377-2 et NF EN ISO 11 423-1).

Ces paramètres seront complétés par les paramètres indiqués en annexe 6 dès le prélèvement annuel suivant la mise en place sur le site de remblais d'origine externe.

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

L'exploitant fait procéder annuellement à la vérification du respect de ces valeurs limites en concentration, lors d'un épisode pluvieux, par un organisme extérieur indépendant spécialisé.

Cette analyse est tenue à disposition de l'inspection des installations classées, sauf si un dépassement est constaté. Dans ce cas, l'exploitant lui transmet les résultats commentés et accompagnés de propositions de mesures correctives et/ou préventives.

L'émissaire est équipé d'un dispositif de prélèvement.

12.3.3 - Eaux vannes

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos sont collectées dans une fosse fermée étanche, en conformité avec les règles sanitaires en vigueur.

Une consigne relative à l'entretien, au contrôle et à la maintenance de l'installation d'assainissement des eaux vannes est rédigée.

L'exploitant conserve la trace des opérations d'entretien et de vidange de la fosse.

12.3.4 - Déviation des écoulements superficiels existants

Les 3 résurgences d'eau situées en partie nord de l'emprise de la carrière sont déviées en limite du périmètre d'extraction dès lors que les zones dans lesquelles elles se trouvent sont concernées par l'exploitation. Lors du réaménagement à l'avancement, elles sont redirigées dans le site réaménagé pour alimenter les mares et zones humides créées.

Si la déviation n'est techniquement pas possible, elles sont canalisées dans des petits fossés créés sur la plate-forme basale à l'écart des zones en exploitation et dirigées vers le bassin de décantation du site.

12.4 - Réseaux

Les réseaux intérieurs ne doivent pas pouvoir, du fait des conditions de leur utilisation, et notamment à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, perturber le fonctionnement du réseau auquel ils sont raccordés ou engendrer une contamination de l'eau distribuée dans les installations privées de distribution.

Les niveaux et dispositifs de protection devront répondre aux recommandations formulées par le guide technique réseaux d'eau destinés à la consommation humaine à l'intérieur des bâtiments (CSTB 2003)

ARTICLE 13 : Pollution de l'air

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Toutes opérations et toutes manipulations sur les installations de traitement sont effectuées de façon que le voisinage ne soit pas incommodé par la dispersion des poussières. Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

Tout traitement de produits renfermant des poussières irritantes ou inflammables est interdit.

Les émissions captées sur l'ensemble des concasseurs sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm^3 (les mètres cubes sont rapportés à des conditions normales de température - 273 Kelvin - et de pression - 101,3 kilo pascals - après déduction de la vapeur d'eau - gaz sec -).

Les périodes de panne ou d'arrêt des dispositifs d'épuration pendant lesquels les teneurs en poussières des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus doivent être d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année inférieure à deux cents heures.

Ces périodes sont consignées dans un registre.

En aucun cas, la teneur en poussière des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm^3 . En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause. Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi-heure.

L'exploitant fait procéder à une mesure annuelle des concentrations, débits et flux de poussières des émissions gazeuses canalisées. Ces contrôles sont effectués selon des méthodes normalisées et par un organisme agréé.

Afin de limiter les émissions de poussières, l'exploitant met également en œuvre les mesures suivantes :

- ▲ enrobage de la piste d'accès à la carrière, et ce, de la voirie publique jusqu'au pont-bascule ;
- ▲ cette piste enrobée est régulièrement nettoyée, et entretenue ;
- ▲ arrosage des pistes, des aires de manœuvre et des surfaces décapées, lorsque les conditions météorologiques l'imposent, et selon une consigne préalablement établie (1) ;
- ▲ stabilisation par arrosage, et/ou stockage dans des silos, des sables secs les plus fins (0/4 concassés et broyés), et des stocks de granulats et de déchets inertes le nécessitant ;
- ▲ micropulvérisation, ou aspiration-dépoussiérage, ou capotage, ou autre technique d'abattage de poussières, aux points de l'installation de traitement où il pourrait y avoir des envois de poussières (sorties broyeurs, cribles, points de jetée) ;
- ▲ capotage des convoyeurs des matériaux concassés secs 0/D, aux points de l'installation de traitement les plus sensibles ;
- ▲ adaptation de la hauteur de jetée aux conditions d'exploitation et aux événements climatologiques ;
- ▲ nettoyage des roues avant sortie de la carrière, en cas de besoin ;
- ▲ limitation de la vitesse des poids-lourds et engins de carrière à 20 km/h ;
- ▲ bâchage des véhicules en sortie du site, ou mise en place d'un portique d'arrosage des bennes.

(1) L'exploitant rédige une consigne dans laquelle il détermine les circonstances (vitesse de vent, météo...) qui entraînent la mise en place, manuelle ou automatique, des mesures de prévention des envois de poussières (arrosage des pistes, des stocks...). Il met en place les moyens de mesurer ces conditions (anémomètre...).

La conception et la fréquence d'entretien de l'installation de traitement doivent permettre d'éviter les accumulations des poussières sur les structures et les alentours, notamment les installations doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyées de manière à éviter les amas de poussières. Une consigne définit les modalités de ces opérations.

L'exploitant met également en place un réseau de mesure des retombées de poussières dans l'environnement, sur 3 points de mesures (points 1, 2 et 13), localisés en annexe 7, à proximité des zones habitées, sous les vents dominants.

Les mesures de retombées de poussières sont effectuées une fois par an, en période sèche, aux frais de l'exploitant, pendant une période continue d'exploitation de 15 jours et par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées.

Les paramètres suivants sont analysés : concentration en PM10, concentration de la fraction alvéolaire, concentration en silice cristalline (quartz, cristobalite et tridymite).

Le rapport compare les valeurs mesurées aux valeurs guides OMS et valeurs réglementaires françaises pour la fraction PM10 des poussières, et à la valeur d'exposition chronique de référence de l'OEHA pour la silice cristalline.

Les résultats des mesures de retombées de poussières sont transmis à l'ARS et à l'IIC, à la réception du rapport.

En fonction des résultats des mesures et de l'avancée de l'exploitation, le nombre, la localisation et la fréquence des mesures pourront être revus en accord avec l'inspection des installations classées.

ARTICLE 14 : Incendie et explosion

Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Chaque engin mobile utilisé sur la carrière est doté d'un extincteur.

La défense incendie est assurée :

- ▲ soit par un poteau incendie de diamètre 100 mm, avec un débit de 60 m³/h, situé à l'entrée de l'établissement. Dans ce cas, l'exploitant enverra avant le début des travaux d'exploitation, un procès verbal de réception garantissant, sa conformité aux normes, son débit maximum et sa pression au Groupement de Défense extérieure contre l'incendie du SDIS.

- ▲ soit par une réserve d'eau incendie de 120 m³ dans le bassin d'eau claire. Dans ce cas, une aire d'aspiration est prévue sur le bassin, elle est dotée d'un dispositif de raccordement de diamètre 100 mm, permettant aux engins de lutte contre l'incendie de s'alimenter en eau en cas de sinistre. Le dispositif d'alimentation en eau pour les secours est situé, ainsi que son chemin d'accès, en dehors de la zone de rayonnement des 3 kW du scénario « feu de nappe d'hydrocarbure sur l'aire de ravitaillement en carburant ». L'exploitant prend les dispositions visant à garantir en permanence le non assèchement de cette réserve en eau. Ce dispositif devra être réceptionné par le SDIS du Rhône.

▲
L'exploitant contacte le Groupement de Défense extérieure contre l'incendie du SDIS (gdeci@sdis69.fr) pour l'inscription de ces ressources au fichier.

Délai pour la réception des moyens incendie et le contact avec le GDECI : au cours de la phase 1a.

Les abords végétalisés de la zone de carrière en cours d'exploitation sont régulièrement débroussaillés sur une largeur de 10 m.

Les abords des installations de traitement et de l'aire de ravitaillement en carburant sont régulièrement débroussaillés sur une largeur de 30 m.

ARTICLE 15 : Déchets

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

Les déchets entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, l'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants est réalisé sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Tout brûlage à l'air libre de déchet est strictement interdit.

ARTICLE 16 : Bruits et vibrations

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

L'extraction et les installations de traitement ne sont autorisées à fonctionner que les jours ouvrables, du lundi au vendredi, de 7 h 30 à 17 h. L'accueil des clients (granulats) se fait de 7 h 30 à 17 h.

En cas de chantier spécifique, et de forte demande, les horaires de fonctionnement pourront s'étendre exceptionnellement, sur la période 7 h – 19 h, du lundi au vendredi sauf jours fériés. L'exploitant en informera préalablement l'inspection des installations classées.

Le fonctionnement sera intermittent sur l'année, sur des durées différentes en fonction des activités :

- ▲ extraction des matériaux de la carrière : 6 mois par an
- ▲ traitement des matériaux de la carrière : 9 mois par an
- ▲ recyclage des matériaux inertes du BTP : un mois par an, pas en même temps que le traitement des matériaux de la carrière ou alors pendant le lavage des matériaux de la carrière uniquement, pour des raisons de limitation des nuisances acoustiques
- ▲ commercialisation des granulats : toute l'année

16.1 – Bruits

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables aux installations objets du présent arrêté.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué. Les avertisseurs de recul des engins utilisés pour l'exploitation de la carrière sont du type cri de lynx.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes. Les niveaux de bruit à respecter en limites du site sont de 70 dB(A) pour la période de jour.

Un merlon ayant fonction d'écran acoustique, de 6,5 m de haut est édifié en limite ouest du site, le long de la RD 13, entre l'entrée et l'angle sud-ouest de l'emprise, il est prolongé d'une chicane de 5 mètres de hauteur côté entrée. Un autre merlon est disposé entre l'entrée et l'angle nord-ouest de l'emprise, le long de la RD 13. Le délai pour la finalisation des merlons est indiqué au point 7.7 ci-dessus.

Les installations de traitement devront être positionnées juste derrière le merlon de 6,5 m de haut. En cas de fonctionnement simultané de plusieurs installations de traitement, les configurations de marche autorisées sont les suivantes :

- ▲ fonctionnement simultané du concasseur primaire et de la cribreuse des matériaux de la carrière
- ▲ fonctionnement simultané du concasseur secondaire et de la cribreuse des matériaux de la carrière
- ▲ fonctionnement simultané de la cribreuse des matériaux de la carrière et du groupe mobile de traitement des matériaux inertes du BTP

En aucun cas les concasseurs primaire et secondaire ne devront fonctionner simultanément.

Lors des campagnes de foration sur les fronts de taille hauts (430 et 455 m), des machines moins bruyantes devront être utilisées et, lorsque cela sera possible, un écran acoustique devra être mis en place autour de la foreuse vis à vis des habitations situées en face.

Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones d'émergence réglementées telles que définies dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et reportées dans le dossier de demande d'autorisation en date d'août 2011 :

Niveau de bruit ambiant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période de 7 h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Un contrôle des niveaux sonores est effectué par l'exploitant et à ses frais une fois par an, dans des conditions représentatives de l'activité nominale de la carrière, suivant la méthode dite « de contrôle » fixée en annexe à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, en limite de propriété et dans les zones d'émergence réglementées suivantes : points 1, 2, 3, 8, 10. (voir carte de localisation en annexe 7).

En fonction des résultats des mesures et de l'avancée de l'exploitation, le nombre, la localisation et la fréquence des mesures pourront être revus en accord avec l'inspection des installations classées.

De plus, dans les trois mois suivant la mise en route de l'installation de traitement, l'exploitant effectue un contrôle, suivant la méthode dite « d'expertise », qui se substitue au contrôle annuel selon la méthode dite « de contrôle ».

En cas de plaintes de voisinage les contrôles des émissions sonores ont lieu suivant la méthode dite « d'expertise ».

Ces contrôles sont réalisés par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées, et lui communique, sous un délai d'un mois, la liste des dispositifs appropriés visant à garantir des niveaux d'émissions conformes.

16.2 – Vibrations

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées dans les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal est une courbe continue définie à l'article 22.2 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières.

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine ainsi que les monuments.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Les tirs de mines d'abattage sont au nombre de 15 tirs par an en moyenne et 30 tirs par an maximum, sauf les 4 premières années, durant le temps de reprise des fronts existants, où ils pourront être plus nombreux (45 à 60 tirs par an), mais moins puissants. Les tirs sont effectués à heure fixe.

La charge unitaire maximale est de 80 kg d'explosifs, et devra être adaptée en fonction des distances des lieux de tirs par rapport aux habitations les plus proches. Elle sera définie après la première campagne de tir, par des mesures réalisées en plusieurs points et interprétées par un organisme spécialisé et indépendant. Avant cette première campagne, l'exploitant consulte le gestionnaire de la ligne électrique afin de lui proposer de l'associer.

Avant chaque tir, l'exploitant étudie les conditions de tir à adopter afin de respecter les valeurs réglementaires, en se basant sur son retour d'expérience.

Avant que les tirs de mines dans la carrière soient à moins de 50 m des supports de la ligne électrique de 20 kV déplacée dans la bande des 10 mètres du projet, l'exploitant consulte le gestionnaire de réseau pour définir les consignes d'exploitation et de sécurité lors des tirs (réduction de la charge unitaire ou utilisation du brise roche au lieu des tirs...).

Avant chaque tir, l'exploitant s'assure de l'absence de personnes non nécessaires à la réalisation de celui-ci, dans un rayon de 150 m autour du site, sur la carrière et sur les terrains voisins. Le tir est annoncé par un signal convenu au moyen d'une sirène. Le personnel et les riverains sont au préalable avertis de la signification de ce signal. La levée de l'interdiction d'accès au périmètre de sécurité de 150 m est signalée au moyen de la sirène, après que le périmètre et le chantier aient été inspectés et la présence de dangers écartée.

Lorsque les tirs en masse sont situés à moins de 120 m de la RD 13, ou que les tirs de réaménagement sont situés à moins de 30 m de la RD 13, l'exploitant procède à la coupure momentanée de la circulation le temps du tir puis de l'inspection après le tir, après accord préalable du gestionnaire de la route.

La population riveraine est avertie préalablement aux tirs, pour éviter l'effet de surprise. A cet effet, les dates de tirs sont communiquées 3 jours avant chaque tir au maire de la commune de Saint-Jean-la-Bussière, et aux riverains proches des lieux de mesure de vibrations, selon une liste préétablie par l'exploitant et transmise pour accord à l'inspection des installations classées.

L'exploitant fait réaliser un contrôle des vibrations émises dans l'environnement, pour chaque tir, par une personne ou un organisme qualifié choisis en accord avec l'inspection des Installations Classées.

Les mesures sont effectuées en quatre points : 1, 3, 4 et 10 localisés en annexe 7. A partir de la phase 4, des mesures seront également effectuées aux points 13 et 14. D'autres mesures pourront ponctuellement être réalisées dans un rayon de 1000 m sur d'autres habitats isolés ou hameaux, à la demande des riverains.

En fonction des résultats des mesures et de l'avancée de l'exploitation, le nombre, et la localisation des mesures pourront être revus, sur demande de l'exploitant en accord avec l'inspection des installations classées, ou sur demande de l'inspection des installations classées.

Si l'un des résultats de ces mesures fait apparaître un dépassement des vitesses particulières autorisées, l'exploitant le fait parvenir à l'inspection des installations classées, accompagné d'un commentaire sur ce dysfonctionnement et des dispositions prévues pour que celui-ci cesse. Un nouveau contrôle est alors effectué pour confirmer l'efficacité des dispositions retenues.

Si les résultats de ce contrôle ne respectent pas les niveaux réglementaires, l'exploitation est arrêtée et la reprise de celle-ci ne pourra être effectuée qu'après accord de l'inspection des installations classées.

Le détail des caractéristiques du tir projeté est adressé à l'inspection des installations classées trois jours minimum avant le tir. Il comprend :

- ▲ la localisation précise du tir,
- ▲ la charge unitaire et la charge totale employée, le dispositif d'amorçage, la nature des charges,
- ▲ le nombre, la profondeur des trous et le maillage utilisé,
- ▲ le plan de tir détaillé précisant les retards entre chaque détonateur et les dispositifs d'amorçage.

Le premier trimestre de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une synthèse des résultats obtenus l'année antérieure.

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Préalablement à la première campagne de tirs de mines, un constat de l'état actuel des habitations au voisinage de la carrière sera réalisé par un huissier. Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 17 : Trafic interne à la carrière

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'installation. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et par une information appropriée (plan de circulation affiché a minima à l'entrée).

Les véhicules ne doivent pas être stationnés moteur tournant, sauf cas de nécessité d'exploitation ou de force majeure.

Les voies de circulation internes à l'établissement sont dimensionnées et aménagées en tenant compte du gabarit, de la charge et de la fréquentation de pointe estimée des véhicules appelés à y circuler. Ces voies doivent permettre aux engins des services de secours et de lutte contre l'incendie d'évoluer sans difficulté.

L'entretien de la voirie permet une circulation aisée des véhicules par tous les temps.

Les aires de stationnement internes permettent d'accueillir l'ensemble des véhicules durant les contrôles des chargements.

ARTICLE 18 : Communication avec les riverains, élus et associations

L'exploitant met en place une commission de concertation, qu'il réunit au moins une fois par an.

Cette commission comprend a minima des représentants de la municipalité de SAINT-JEAN-LA-BUSSIÈRE, et des habitations riveraines, et de l'organisme écologue qui suit le site. L'exploitant présente notamment à cette commission l'ensemble des résultats du suivi de son activité.

TITRE VI – PRISE EN COMPTE DE LA BIODIVERSITE

Les mesures de réduction d'impact, ainsi que les mesures compensatoires à mettre en œuvre dans l'emprise de la carrière sont les suivantes :

Mesures de réduction d'impact (cf carte en annexe 3.2) :

Les travaux de décapage auront lieu en dehors des périodes de reproduction et d'élevage, c'est-à-dire entre mi-septembre et mi-février.

Des mesures de prévention des envois de poussières sont prises, conformément aux dispositions prévues à l'article 13 du présent arrêté.

Le suivi du site par l'organisme écologue, tel que défini à l'article 8, comprend une recherche des plantes invasives et des conseils de prévention et de lutte au besoin.

Le parc d'engin utilisé sur la carrière est correctement entretenu, afin d'éviter tout déversement accidentel d'hydrocarbures.

Mesures compensatoires (cf carte en annexe 3.2) :

Préalablement à la reprise de l'exploitation de la carrière sur la zone historique du sud-ouest, une zone compensatoire pour l'accueil des espèces protégées du site est créée, dans le coin nord-ouest de l'emprise.

Cette zone a une dimension de 80 m sur 60 m, et comprend :

- ▲ une falaise orientée tel que représenté sur le plan en annexe 3.2, de 5 à 15 m de haut,
- ▲ un merlon de raccordement de la falaise aux terrains environnants, aménagé en haut de la falaise, ayant pour objectif d'empêcher l'accès au site pour préserver sa quiétude. L'exploitant prévient l'apparition d'ambrosie sur ce merlon, en ensemençant ces terres immédiatement après leur mise en place, par d'autres espèces indigènes. De plus, ce merlon est aménagé de manière à favoriser le développement d'une végétation de type genêt, favorable à l'installation d'une aire de nidification du Hibou Grand Duc,
- ▲ une zone de plage plane, caillouteuse et calme, permettant de fournir un nouveau site de nidification pour le Petit Gravelot.
- ▲ des mares de faible profondeur pour accueillir les Alytes Accoucheurs et les Sonneurs à ventre jaune,
- ▲ une mare de profondeur 1 m à 1,50 m pour accueillir le Triton alpestre,
- ▲ des gîtes terrestres (hibernaculum, ou pierriers) pour accueillir les espèces de reptiles (lézard des murailles notamment). Ces gîtes d'une largeur de 2 m minimum sur une hauteur de 1 m, sont formés par amas de cailloux, graviers, briques, tuiles..., placés sur un sol drainant préalablement décompacté sur 50 à 80 cm et légèrement surcreusé. Le tout est recouvert de terre et végétation. La couverture doit cependant laisser des accès au cœur du dispositif.

Dès le début de la création de la zone compensatoire, une nouvelle haie est plantée le long de la limite nord du projet, de manière à recréer un corridor écologique.

Mesures d'accompagnement :

Les espèces protégées sont déplacées du site historique de la carrière vers la zone compensatoire, selon les modalités suivantes :

Pour le triton alpestre :

Si le déplacement a lieu hors de la période de reproduction : capture des individus éventuellement présents à l'épuisette, et, lorsqu'il n'y a plus d'individu visible, pompage de l'eau du bassin depuis la surface pour assécher le point d'eau sans aspirer les tritons éventuellement présents ; transport vers le nouveau site avec un seau. Les travaux d'extraction de la carrière sur le lieu de la mare devront avoir lieu dès que le bassin aura été asséché, avant le début de la saison de reproduction suivante, pour éviter la recolonisation.

Si le déplacement a lieu en période de reproduction : pêche des individus ; mise en défend du bassin pour éviter sa recolonisation ; transport vers le nouveau site avec un seau.

Le déplacement sera effectué par une personne détentrice d'une autorisation de capture et de déplacement d'espèces protégées.

Pour l'Alyte accoucheur et le Sonneur à ventre jaune :

Si le déplacement a lieu hors de la période de reproduction : déplacement des blocs actuellement présents sur l'une des mares ; comblement des mares pendant qu'elles sont à sec après vérification par écologue de l'absence d'espèces protégées.

Si le déplacement a lieu en période de reproduction : les mares devront avoir été préalablement vidées des blocs en dehors de la période de reproduction pour éviter que des individus ne s'y dissimulent ; repérage nocturne visuel des individus ; capture manuelle à l'épuisette ; transport dans un nouveau site avec un seau.

Le déplacement devra être effectué par une personne détentrice d'une autorisation de capture et de déplacement d'espèces protégées.

Le déplacement d'espèces protégées fera l'objet d'un rapport qui sera intégré dans le bilan annuel.

Un suivi scientifique de l'ensemble des espèces protégées présentes sur l'emprise autorisée (avifaune, amphibiens, reptiles) sera mis en place. Un bilan annuel sera réalisé et transmis à la DREAL et à la DDT du Rhône chaque année avant le 31 mars.

TITRE VII - CONDITIONS D'ADMISSION DES DECHETS INERTES SUR LA PLATE-FORME DE RECYCLAGE

Déchets interdits

Sont interdits :

- ▲ les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ou contenant de l'amiante provenant :
 - du démantèlement d'installations techniques (calorifugeage de tuyauteries, isolant, cuve,...),
 - de démolition conformément à la circulaire n°97-15 du 9 janvier 1997 ;
- ▲ les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- ▲ les déchets dont la température est supérieure à 60°C ;
- ▲ les déchets non pelletables ;
- ▲ les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent.

Déchets acceptés

Les seuls déchets acceptés sont les déchets inertes énumérés dans l'annexe 9.

Le cas échéant, le caractère inerte est mesuré avec les tests en annexe 10 du présent arrêté, qui indique les valeurs maximales ne devant pas être dépassées.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

Document préalable

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- ▲ le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- ▲ le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- ▲ le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- ▲ l'origine des déchets ;
- ▲ le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- ▲ la quantité de déchets concernée ;

Le cas échéant, sont annexés à ce document :

- ▲ les résultats de l'acceptation préalable (voir ci-après) ;
- ▲ les résultats du test de détection de goudron mentionné pour les déchets d'enrobés ;
- ▲ les résultats de l'analyse du contenu total mentionnée pour les déchets de voie de ballast.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Procédure d'acceptation préalable

Pour tout déchet non dangereux inerte ne relevant pas de la directive 2006/21/CE susvisée ou non visé par la liste de l'annexe 9 du présent arrêté, et avant son arrivée dans l'installation, le producteur du déchet effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter ce déchet dans l'installation.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant du déchet par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe 10 du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2. Les déchets ne respectant pas les critères définis en annexe 10 ne peuvent pas être acceptés.

Déchets d'enrobés bitumineux

Les déchets d'enrobés bitumineux, relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement, font l'objet d'un test de détection pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron, ni d'amiante.

Déchets de ballast de voie

Les déchets de ballast de voie ne contenant pas de substance dangereuse, relevant du code 17 05 08 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement, font l'objet d'une analyse de leur contenu total pour les paramètres définis à l'annexe 10 (2°). Les déchets ne respectant pas les critères définis à l'annexe 10 (2°) ne peuvent pas être acceptés.

Contrôles d'admission

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Accusé d'acceptation

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable par les informations minimales suivantes :

- ▲ la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- ▲ la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

Refus du déchet

Le refus de déchet est consigné immédiatement dans un registre spécifique.

Ce déchet est alors rechargé dans le véhicule d'origine et évacué du site immédiatement.

Une procédure doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur de déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé.

Chaque refus entraîne l'inscription des données suivantes dans un registre :

- ▲ la date, heure du refus,
- ▲ le nom de l'opérateur,
- ▲ le nom du producteur de déchet,
- ▲ l'origine, la nature et la quantité de déchets,
- ▲ l'identité du transporteur,
- ▲ le numéro d'immatriculation du véhicule,
- ▲ le motif de refus.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Registre d'admission

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- ▲ la date de réception;
- ▲ la date de délivrance au producteur de l'accusé d'acceptation des déchets ;
- ▲ le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- ▲ le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- ▲ la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- ▲ le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- ▲ le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les déchets non valorisables

Ces déchets sont séparés des gravats tout venant et bétons armés par un tri manuel et une séparation magnétique au niveau de la chaîne de concassage. Ce sont les suivants :

INTITULE	CODE	TYPE DE DECHETS
17. Déchets de construction et de démolition.		
Bois	17 02 01	Bois issus du tout-venant
Matières plastiques	17 02 03	Matières plastiques mélangées au tout-venant
Métaux	17 04 07	Issus du déferraillage du tout-venant
Terres	17 05 04	Terres issues du scalpage
20. Déchets municipaux.		
Papier carton	20 01 01	Papiers cartons mélangés au tout-venant

Ces types de déchets sont stockés séparément, dans des bennes pour la ferraille, les DIB (papier-carton - plastique), et sur une aire de 35 m² environ pour le bois.

Le stockage est géré de façon à ne pas induire de risque incendie ou aggraver un incendie par propagation de flux thermique à un stockage contenant des produits combustibles.

Les bennes ne doivent pas déborder.

TITRE VIII - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES MATÉRIAUX (GRANULATS DE CARRIÈRE ET MATÉRIAUX INERTES DU BTP)

Tout traitement de produits renfermant des poussières irritantes ou inflammables est interdit.

Toutes opérations et toutes manipulations sont effectuées de façon que le voisinage ne soit pas incommodé par la dispersion des poussières. Les haies et boisements situés à la périphérie de l'installation sont maintenus pendant toute la durée de l'exploitation.

Tous les postes ou parties d'installations émettant des poussières susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites, sont pourvus de moyen de traitement efficace de ces émissions.

Lors de leur changement, les grilles métalliques des cribles sont de préférence remplacées par des grilles en polyuréthane.

Le capotage complet des convoyeurs est assuré si nécessaire. Dans le cas de matériaux donnant lieu à des émissions importantes de poussières aux points de déversement sur les stocks extérieurs ou dans des silos et trémies, la hauteur de déversement est adaptée aux conditions d'exploitation et aux événements climatologiques.

Les stockages au sol des produits finis et en cours d'élaboration doivent, en tant que de besoin, être stabilisés de manière à éviter l'envol des poussières.

La fréquence d'entretien de l'installation doit permettre d'éviter les accumulations des poussières sur les structures et les alentours. Une consigne définie les modalités de ces opérations.

TITRE IX - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU REMBLAIEMENT

ARTICLE 19 : Plan d'exploitation des zones de remblais

L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation des zones de remblayage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles ou zones où sont entreposés les différents matériaux. Ces parcelles ou zones, ont une superficie maximale de 2500 m².

Ce plan topographique permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant au registre visé au point 21.6 ci-dessous.

ARTICLE 20 : Information

L'exploitant affiche en permanence de façon visible à l'entrée de la carrière un avis énumérant les types de déchets inertes admissibles, ainsi qu'un panneau indiquant l'interdiction des dépôts d'ordures.

ARTICLE 21 : Conditions d'admission

21.1 - déchets admissibles :

Les seuls déchets admissibles sont les déchets inertes énumérés dans l'annexe 11, issus exclusivement, directement ou indirectement, des chantiers et des industries du bâtiment et des travaux publics et des carrières.

Il est notamment interdit de recevoir sur le site :

- △ les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ou contenant de l'amiante provenant :
 - du démantèlement d'installations techniques (calorifugeage de tuyauteries, isolant, cuve,...),
 - de démolition conformément à la circulaire n°97-15 du 9 janvier 1997 ;
- △ les déchets inertes provenant du processus d'installations classées pour la protection de l'environnement, à l'exception des matériaux provenant de l'exploitation de carrières ou de l'industrie du bâtiment (concrète à béton, usine de préfabrication) ou des travaux publics ;
- △ les déchets n'ayant pas le caractère inerte ;
- △ les matériaux contenant du bitume ;
- △ les terres contaminées et celles présentant une présomption de contamination, sauf à démontrer leur caractère inerte après mise en œuvre d'une procédure d'acceptation préalable ;
- △ les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- △ les déchets dont la température est supérieure à 60°C ;
- △ les déchets non pelletables ;
- △ les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent.

Le caractère inerte est mesuré avec les tests en annexe 10 du présent arrêté, qui indique les valeurs maximales ne devant pas être dépassées.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

21.2 - document préalable :

Les mêmes dispositions que celles du titre VII paragraphe « Document préalable » sont applicables

21.3 - Procédure d'acceptation préalable :

Avant leur arrivée dans l'installation de stockage, le producteur de déchets effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ces déchets dans la carrière et de justifier de leur appartenance à un des déchets de la liste en annexe 11.

Pour les déchets appartenant à la liste de l'annexe 11, et présentant une présomption de contamination, cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe 10 et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12 457-2. Seuls les déchets respectant les critères définis en annexe 10 peuvent être admis.

21.4 - Contrôles d'admission :

Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement.

Un contrôle visuel et olfactif des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régavage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. En cas de doute, l'exploitant suspend l'admission et la subordonne aux résultats de la procédure d'acceptation préalable. Le déversement direct de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

Pour le cas de déchets interdits qui pourraient être présents en faibles quantités et aisément séparables, l'exploitant doit prévoir des bennes intermédiaires qui accueilleront ce type de déchets dans la limite de 50 m³. Les déchets recueillis (bois, plastiques, emballages...) sont ensuite dirigés vers des installations d'élimination adaptées dûment autorisées.

21.5 - Accusé de réception et refus de déchets :

En cas d'acceptation des déchets, pour chaque chantier et pour chaque type de déchet, l'exploitant délivre un accusé de réception au producteur des déchets sur lequel sont mentionnés *a minima* :

- ▲ le nom et les coordonnées du producteur des déchets ;
- ▲ le nom et l'adresse du transporteur ;
- ▲ le libellé du déchet ;
- ▲ la quantité de déchets admise ;
- ▲ les dates de début et de fin de chantier.

En cas de refus, l'inspection des installations classées est informée, sous la forme d'un récapitulatif mensuel adressé en début de mois, des caractéristiques suivantes du ou des lot(s) refusé(s) :

- ▲ la date et heure du refus,
- ▲ les caractéristiques et les quantités de déchets refusées ;
- ▲ l'origine des déchets ;
- ▲ le motif de refus d'admission ;
- ▲ le nom et les coordonnées du producteur des déchets ;
- ▲ le libellé des déchets,
- ▲ le nom et l'adresse du transporteur,
- ▲ le numéro d'immatriculation du véhicule.

Pour ce faire, l'exploitant tient un registre de refus comportant les éléments mentionnés dans le paragraphe précédent.

En cas de refus, le déchet est alors rechargé dans le véhicule d'origine et évacué du site immédiatement.

L'exploitant rédige une consigne traitant des cas de refus de déchets. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur de déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé.

21.6 - Registre d'admission :

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- ▲ la date et l'heure de réception,
- ▲ l'origine, la nature et la masse des déchets ;
- ▲ la référence du document préalable cité au point 21.2. ;
- ▲ l'identité du transporteur,
- ▲ le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- ▲ la référence permettant de localiser la zone où les déchets ont été mis en remblais sur la carrière ;
- ▲ le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement ;
- ▲ le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre, ainsi que l'ensemble des documents concernant l'acceptation préalable et la réception ou le refus du déchet, sont conservés pendant toute la durée d'autorisation de la carrière et a minima jusqu'à la survenance du procès-verbal de récolement du site.

ARTICLE 22 : Conditions d'exploitation des remblais :

La mise en place des déchets au sein du stockage est organisée de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets, en particulier à éviter les glissements.

Les parcelles ou zones de remblais sont matérialisées par des repères sur site.

Chaque couche de déchets est compactée par roulage des engins avant la constitution de la couche suivante, afin d'assurer la stabilité de l'ensemble de la hauteur du remblai.

TITRE X - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A L'ATELIER DE RÉPARATION ET D'ENTRETIEN DES ENGINS

Le sol des ateliers est en matériaux imperméables et M0 du point de vue de sa réaction au feu. Il a, de plus, une pente suffisante pour que toutes les eaux et tout liquide accidentellement répandus s'écoulent facilement en direction du dispositif prévu au point 12.1 de l'article 12 du présent arrêté.

Les essais de moteurs à l'intérieur de l'atelier ne peuvent être effectués qu'après branchement de l'échappement sur une canalisation spéciale faisant office de silencieux et reliée à un conduit assurant l'émission des gaz à 1,20 mètres au-dessus de tout obstacle (évent, conduit ou construction) dans un rayon de 20 mètres.

L'installation électrique est entretenue en bon état ; elle est périodiquement contrôlée par un technicien compétent.

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Les feux nus sont interdits dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, ces zones sont délimitées et l'interdiction de feux nus est clairement affichée.

Des dispositions sont prises pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement combattu. En particulier, l'exploitant répartit dans tout le local, en des endroits facilement accessibles et bien mis en évidence :

- ▲ des seaux et caisses de sable meuble avec pelles de projection.
- ▲ des extincteurs portatifs de type normalisé adaptés aux risques.

Ce matériel est maintenu en bon état d'utilisation.

TITRE XI – RÉCAPITULATIF DES ÉCHÉANCES

Articles	Contrôles ou mesures à prendre	Date d'échéance ou périodicité
4	Rédaction DSS et DP	Avant le début d'exploitation
5	Présence clôture et portail	
6, point 6.1	Pose panneau à l'entrée de la carrière	
6, point 6.2	Bornage	
6, point 6.3	Transmission à l'inspection des installations classées du plan d'aménagement prévu en sortie de la zone compensatoire	Avant la réalisation des travaux d'aménagement et avant sortie du site des matériaux extraits de la zone compensatoire
6.3	Sécurisation de la sortie du site sur la RD 13	Avant commercialisation des matériaux issus de la phase 1a.
7, point 7.1	Transmission du plan de phasage localisant les stocks de déchets inertes de la carrière, à l'Inspecteur des Installations Classées	Avant le début d'exploitation ou au plus tard 3 mois après notification du présent arrêté
7 point 7.6	Transmission du plan d'exploitation, à jour, à l'Inspecteur des Installations Classées	une fois par an
7, point 7.7 et 16, point 16.1	Augmentation de la hauteur du merlon en sud-ouest jusqu'à 6,5 m	avant le début de la phase 1a
	Augmentation de la hauteur de la butte en nord-ouest jusqu'à 4 m	avant l'extraction des matériaux situés sous la découverte pour la butte au droit de la mesure compensatoire, et avant la phase 1a pour le reste de la butte
7, point 7.9	Transmission au préfet du plan de gestion des déchets inertes	Avant le début d'exploitation ou au plus tard 3 mois après notification du présent arrêté
8 et titre VI	Transmission à l'Inspecteur des Installations Classées du rapport annuel de suivi du site au titre de la biodiversité	annuel
12, point 12.3.2.	Entretien du décanteur-séparateur	annuel
12, point 12.3.2.	Contrôle de la qualité des rejets aqueux en sortie du bassin de décantation des eaux du site	annuel
13	Mesure de la teneur en poussière sur les émissions canalisées pour autant qu'elles existent	une fois par an

Articles	Contrôles ou mesures à prendre	Date d'échéance ou périodicité
13	Mesure des retombées en poussière dans l'environnement	Annuel, durant une période sèche
13	Transmission du rapport de mesures de retombées de poussières à l'ARS et à l'inspection des installations classées	Annuel, à réception du rapport
14	Vérification du matériel incendie	une fois par an
14	Réception des moyens en eau pour la lutte incendie	Au cours de la phase 1a
16, point 16.1	Mesure des émissions sonores dans le voisinage	Annuel (méthode de contrôle), et dans les 3 mois suivant la mise en route de l'installation de traitement (méthode expertisée)
16, point 16.2	Consultation du gestionnaire de la ligne électrique	Avant la première campagne de tir puis avant les premiers tirs à moins de 50 m des supports de ligne déplacés
16, point 16.2	Information des tirs à l'attention de la commune, des riverains et de l'inspecteur des installations classées	3 jours avant chaque tir
16, point 16.2	Contrôle des vibrations	À chaque tir
16, point 16.2	Transmission à l'inspecteur des Installations Classées d'une synthèse annuel des mesures de vibrations lors des tirs	Annuel, avant le 31 mars de chaque année
16, point 16.2	Transmission à l'inspecteur des Installations Classées du constat d'huissier	Dès réception par l'exploitant, avant la première campagne de tirs
18	Réunion de la commission de concertation	Une fois par an
Titre VI	Aménagement de la zone compensatoire	En phase 0 (avant la reprise de l'exploitation de la zone historique de la carrière)
Titre VI	Plantation d'une haie en limite nord	En début de phase 0

TITRE XII - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 23 : Garanties financières

23.1 – Conditions générales

L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières dont le montant est fixé au point 23.2, ci-dessous.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514-1 du Code de l'environnement.

Le document établissant la constitution des garanties financières, doit être transmis à l'inspection des installations classées préalablement aux travaux d'extraction. Le document correspondant à leur renouvellement doit être adressé au moins six mois avant leur échéance. Ces documents doivent être conformes aux dispositions de l'annexe de l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1-1° du Code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation. Elle est levée après la cessation d'exploitation de la carrière, et après que les travaux de remise en état ont été réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-6 du Code de l'Environnement, par l'Inspection des Installations Classées qui établit un procès verbal de récolement.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, l'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires intéressés.

23.2 – Montant des garanties financières

La durée de l'autorisation est divisée en phases quinquennales d'exploitation comme évoqué au paragraphe 7.4 du présent arrêté.

A chaque période d'exploitation correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Les schémas d'exploitation et de remise en état sont joints en annexes 2 et 3.

Le montant de référence (C_R) des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de :

Phase 1 : 153 486 euros, pour la première période, de 2013 à 2017 inclus

Phase 2 : 164 712 euros, pour la deuxième période, de 2018 à 2022 inclus

Phase 3 : 173 969 euros, pour la troisième période, de 2023 à 2027 inclus

Phase 4 : 142 650 euros, pour la quatrième période, de 2028 à 2032 inclus

Phase 5 : 149 205 euros, pour la cinquième période, de 2033 à 2037 inclus

Phase 6 : 194 282 euros, pour la sixième période, à partir de 2038, qui se prolonge jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par arrêté préfectoral.

Un acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 susvisé et porte sur une durée minimale de 5 ans.

Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

A compter du 1er renouvellement des garanties financières, le montant des garanties financières à provisionner l'année n (C_n) et devant figurer dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières est obtenu par la formule suivante :

$$C_n = C_R \times (\text{Index}_n / 659,7) \times (1 + \text{TVA}_n) / 1,196$$

Avec :

- ^ Index_n : Dernier indice TP01 connu au moment de la rédaction du document d'attestation de la constitution de garanties financières,
- ^ TVA_n : Taux de la TVA applicable au moment de la rédaction du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

L'extraction de matériaux commercialisables sur le site de Saint-Jean-la Bussière ne doit plus être réalisée 6 mois avant la date d'expiration de la présente autorisation. La commercialisation des produits finis et la remise en état final du site sont achevées 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation.

ARTICLE 24 : Modification

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 25 : Accident ou incident

Indépendamment de la déclaration d'accident prévue par les dispositions de police visées à l'article 4 ci-dessus, tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement doit être signalé immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire, indépendamment des dispositions de police prévues par le R.G.I.E.

ARTICLE 26 : Contrôles et analyses

L'inspecteur des installations classées peut demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions sont supportés par l'exploitant.

Il pourra demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

ARTICLE 27 : Enregistrements, rapports de contrôle et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté sont conservés respectivement durant un an, deux ans, et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

TITRE XIII - MODALITES D'EXECUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 28 : Péremption

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 29 : Prescriptions complémentaires

L'exploitant devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

ARTICLE 30 : Mesures de publicité

- Un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie de SAINT-JEAN-LA-BUSSIÈRE pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, à la sous-préfecture de Villefranche-sur-Saône ou à la direction départementale de la protection des populations - service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement - le texte des prescriptions ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.
- Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture pour une durée identique.
- Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
- Un avis sera inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

ARTICLE 31 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont expressément réservés.

ARTICLE 32 : Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions précédemment édictées, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement, livre V, titre Ier.

ARTICLE 33 : Autres réglementations applicables

Le présent arrêté ne préjuge en rien les autorisations qui pourraient être nécessaires en vertu d'autres réglementations pour l'implantation, l'installation et le fonctionnement de l'activité susvisée.

ARTICLE 34 : Délais et voies de recours (articles L 514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement) :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lyon :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L 211-1 et L 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision ; toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de la décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

A peine d'irrecevabilité, la requête devant le tribunal administratif devra être accompagnée d'un timbre fiscal de 35 euros.

ARTICLE 35 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-JEAN-LA-BUSSIÈRE, chargé de l'affichage prescrit à l'article 30 du présent arrêté,
- aux conseils municipaux des communes de SAINT-JEAN-LA-BUSSIÈRE, AMPLEPUIS, MARNAND, FOURNEAUX (Loire), LAY (Loire), SAINT-SYMPHORIEN-DE-LAY (Loire) et SAINT-VICTOR-SUR-RHINS (Loire),
- au directeur régional des affaires culturelles,

- au délégué départemental de l'agence régionale de santé,
- au directeur du service départemental d'incendie et de secours,
- au directeur de la sécurité et de la protection civile,
- au directeur départemental des territoires
- au commissaire enquêteur,
- à l'exploitant.

Lyon, le **18 DEC. 2012**

Le Préfet,

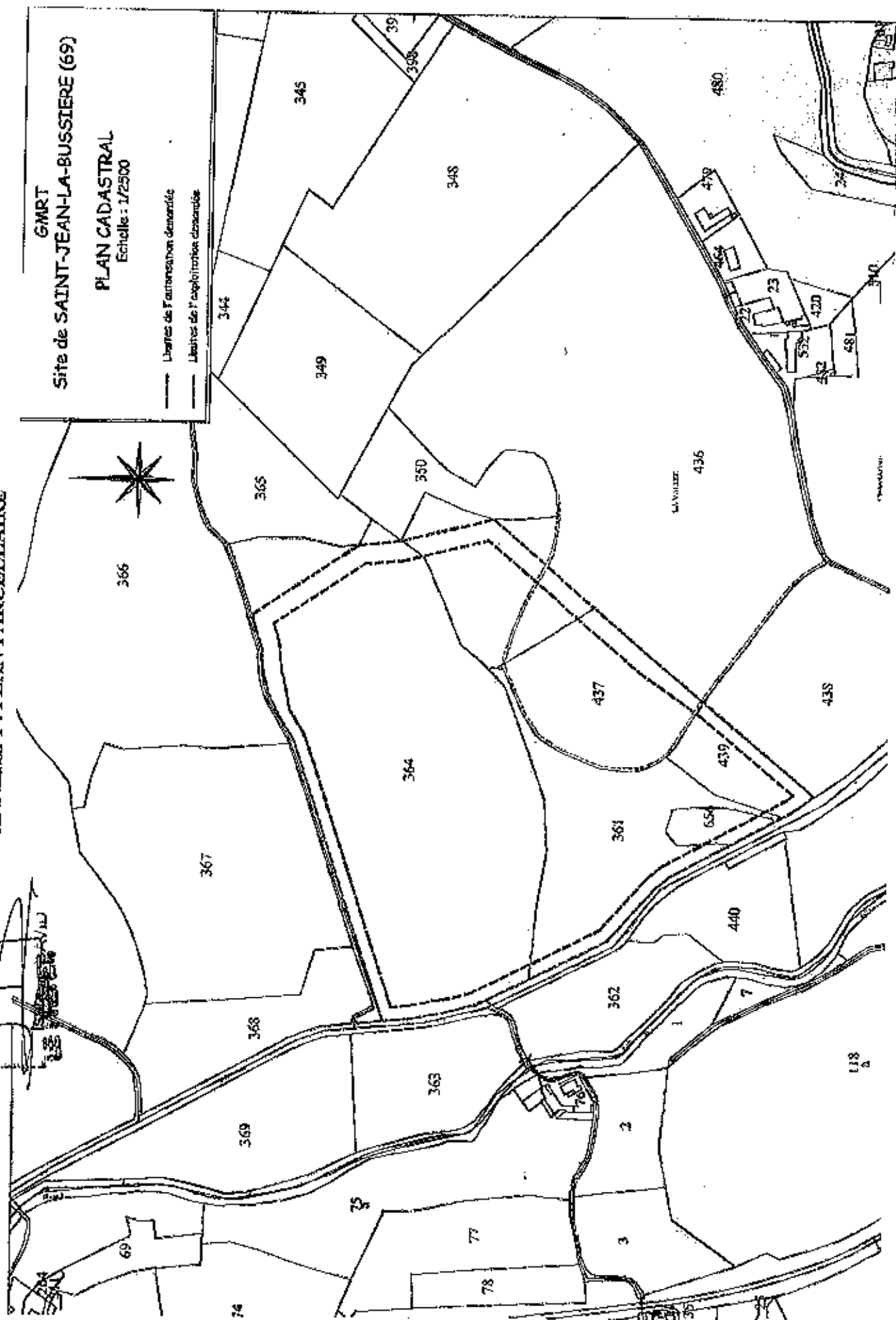
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,



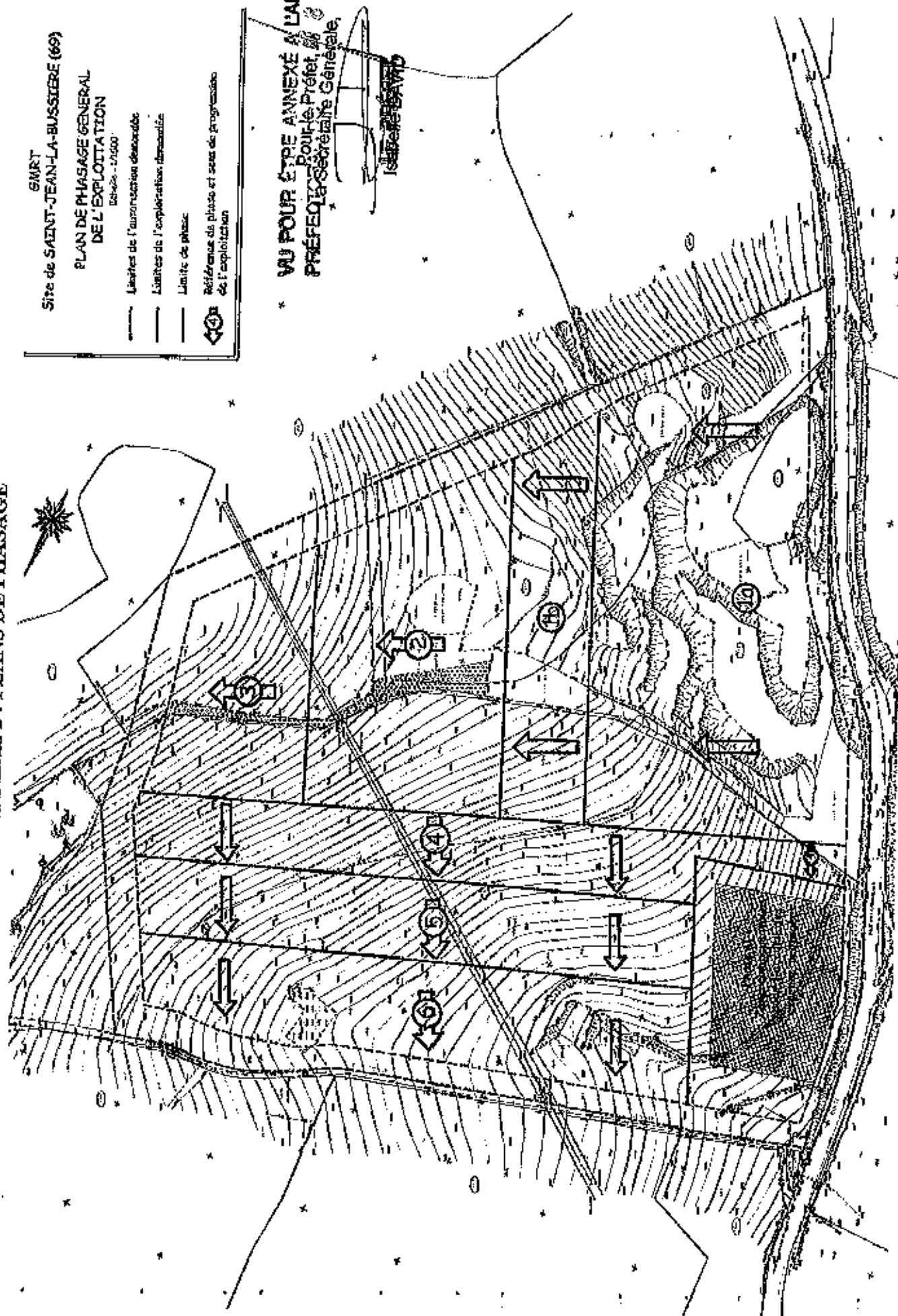
Isabelle DAVID

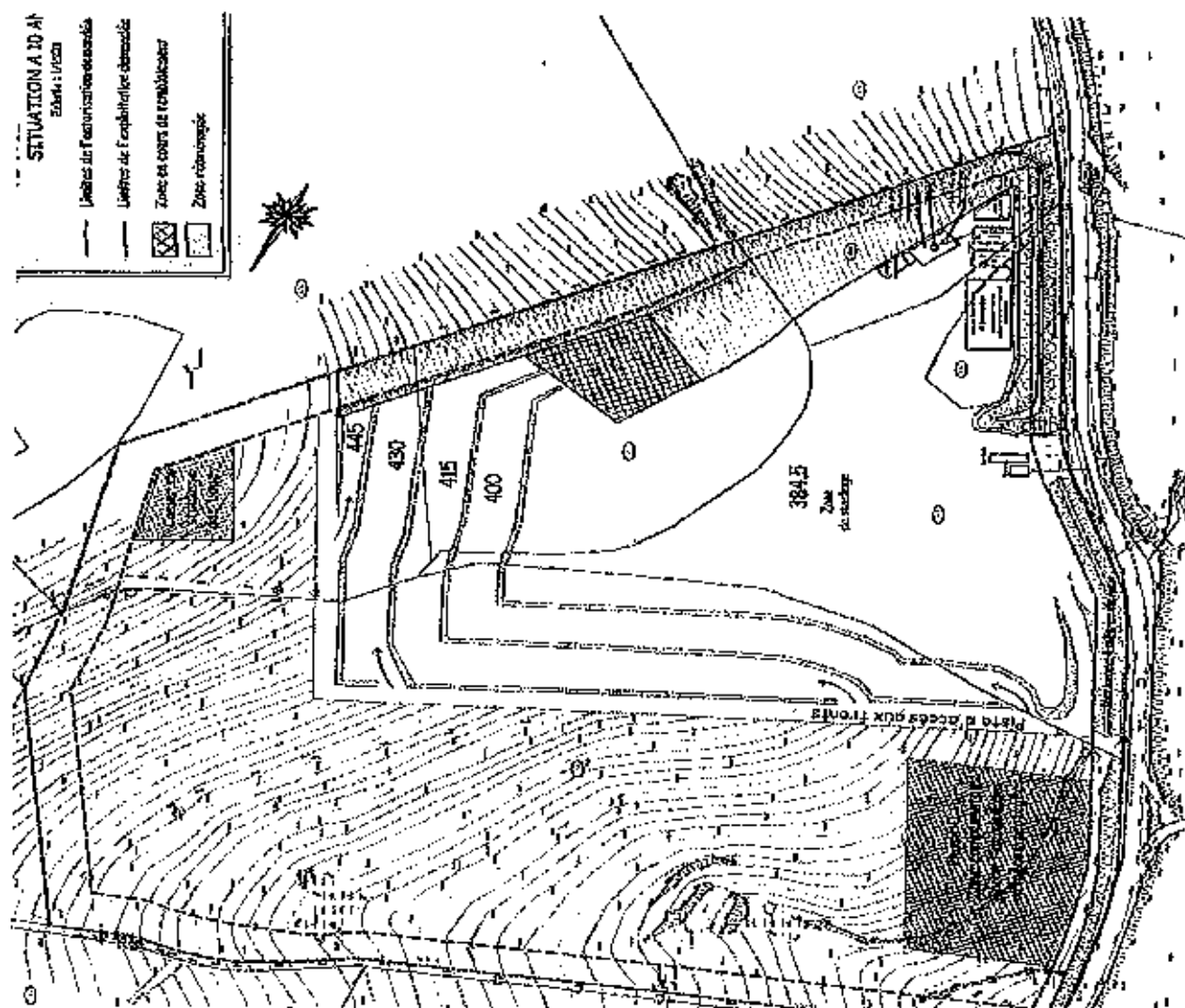
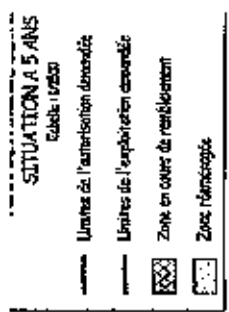
VU POUR ETRE ANNEXÉ A L'ARRETE
PRÉFECTORAL DU 18 DEC. 2012

ANNEXE 1 : PLAN PARCELLAIRE



ANNEXE 2 : PLANS DE PHASAGE



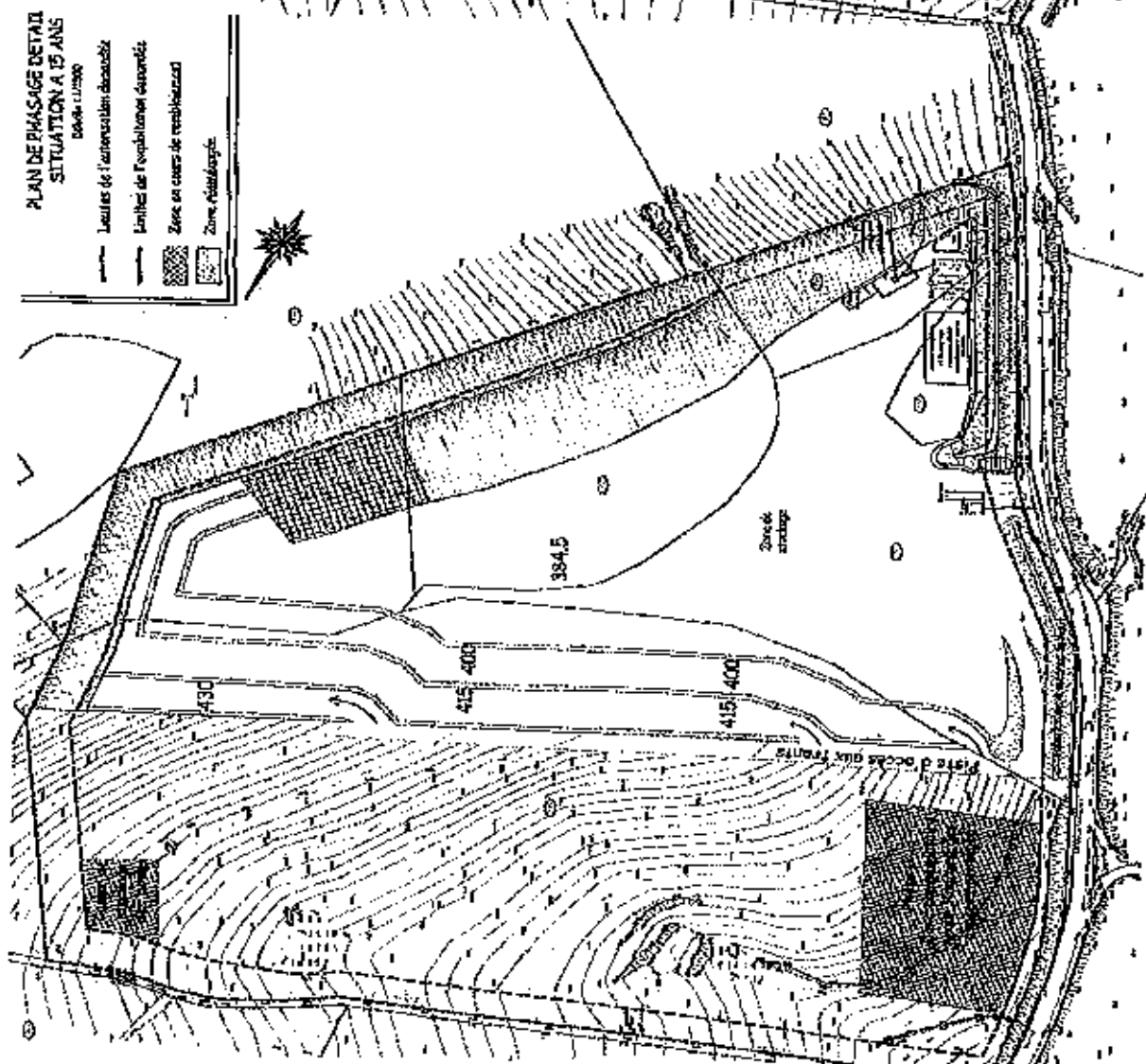


PLAN DE PHASAGE DETAIL

SITUATION A 15 ANS

Échelle : 1/2500

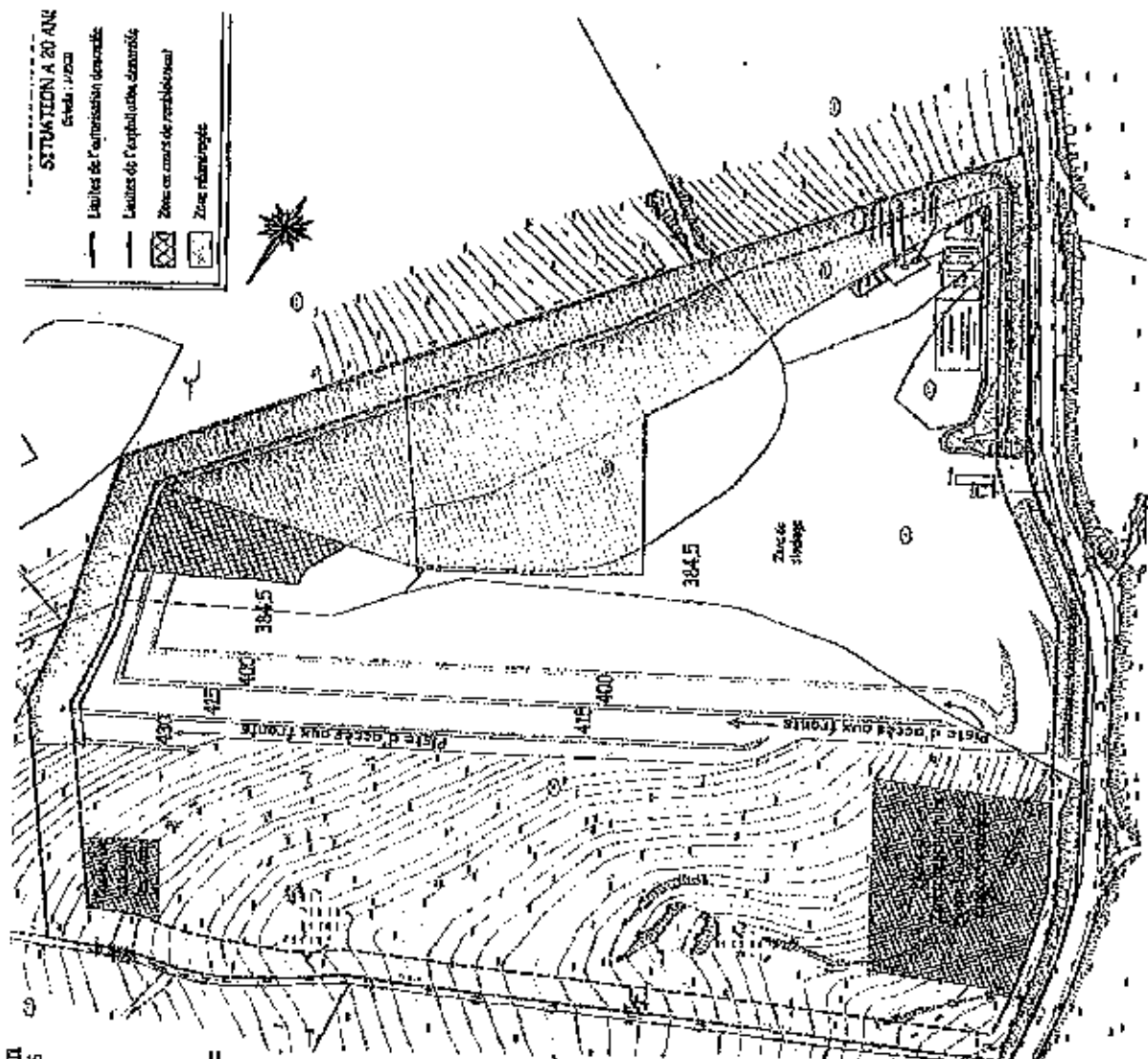
- Limites de l'emprise des ouvrages
- Limites de l'exploitation des ouvrages
- Zone en cours de remblaiement
- Zone réaménagée



SITUATION A 20 ANS

Échelle : 1/2500

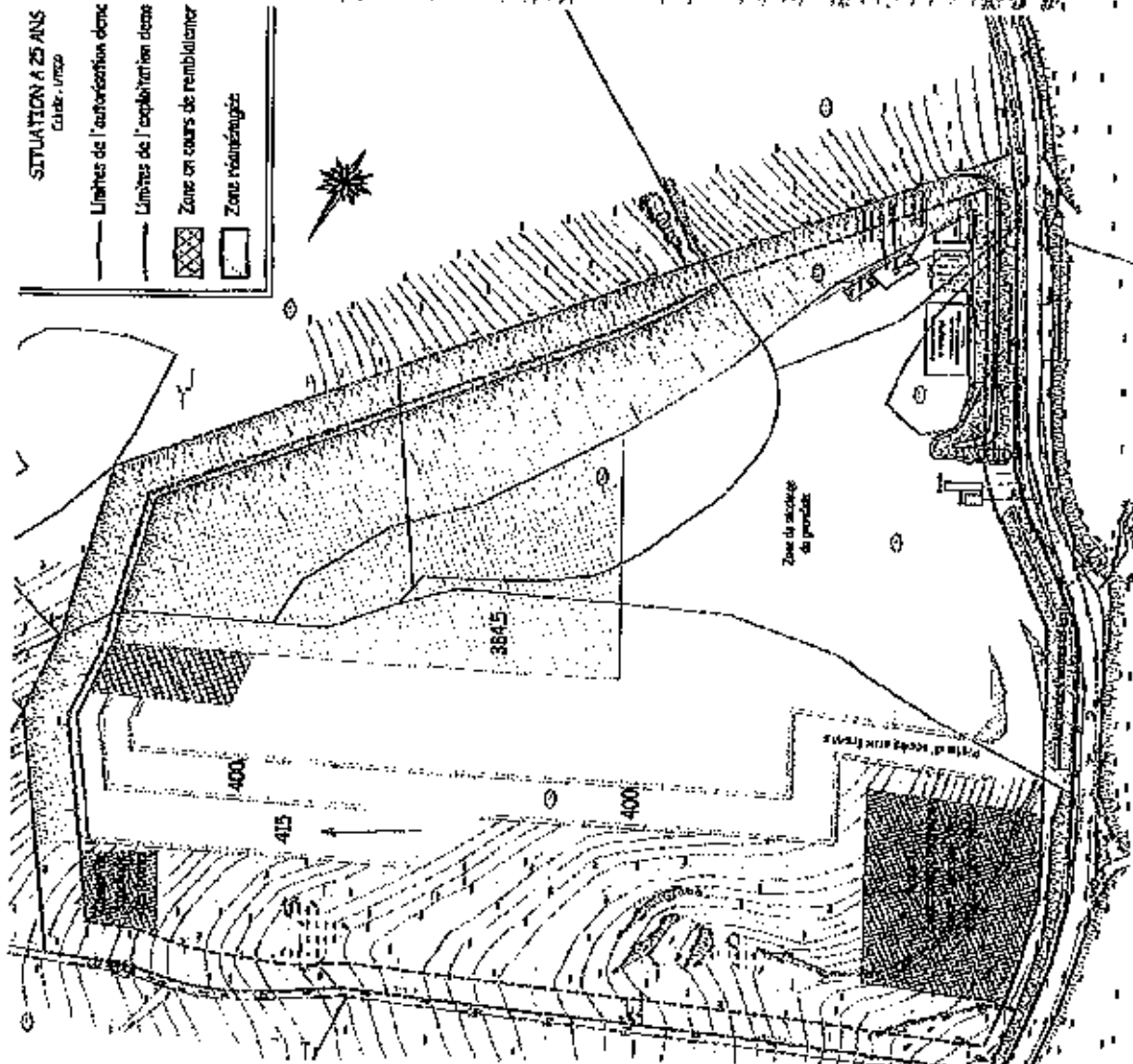
- Limites de l'emprise des ouvrages
- Limites de l'exploitation des ouvrages
- Zone en cours de remblaiement
- Zone réaménagée



SITUATION A 25 ANS

Classe : 1/2500

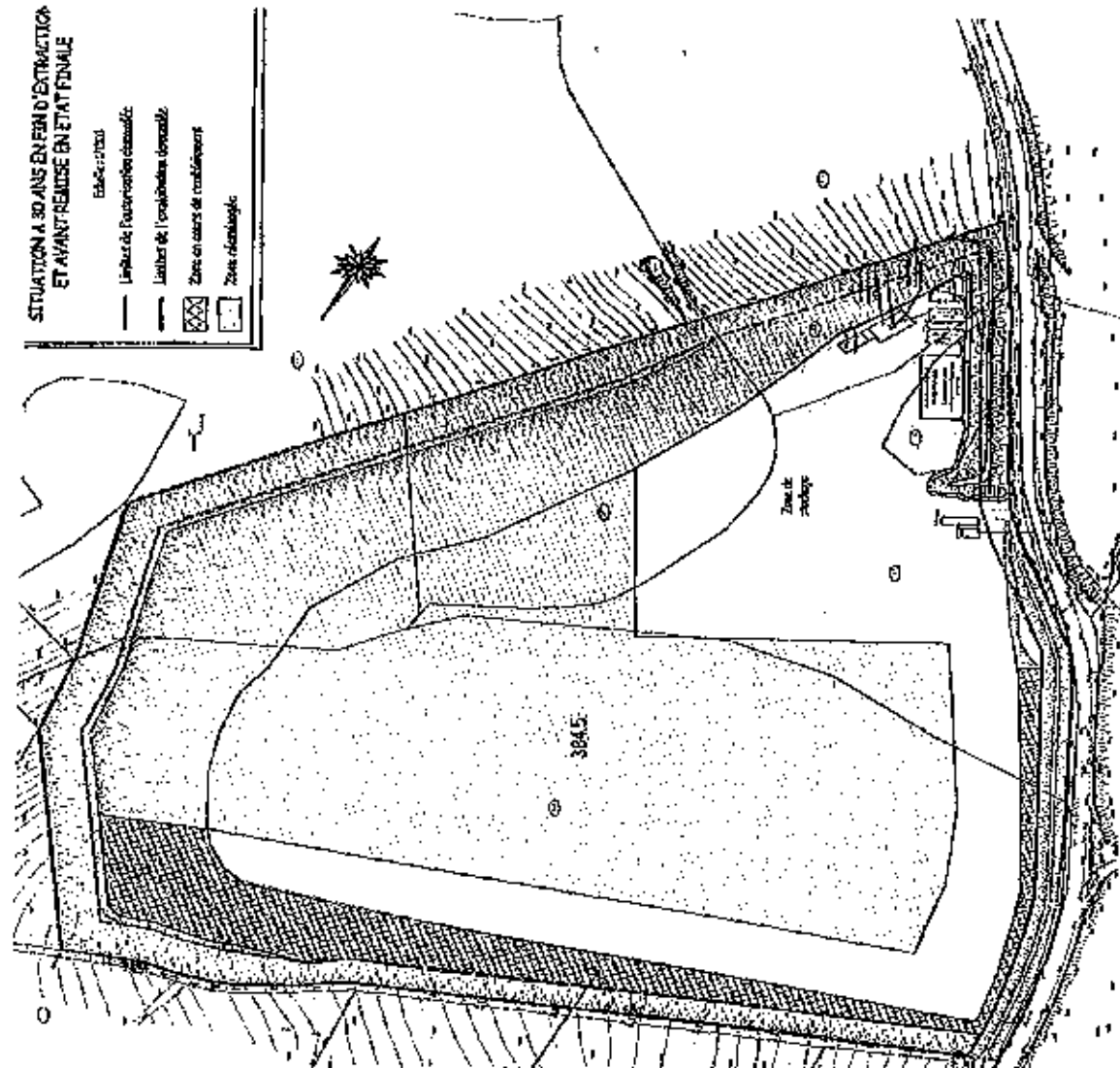
- Limites de l'autorisation dans
- Limites de l'exploitation dans
- Zone en cours de remblaiement
- Zone réaménagée



SITUATION A 30 ANS EN FIN D'EXTRACTION ET AVANT REMISE EN ETAT FINALE

Echelle : 1/2500

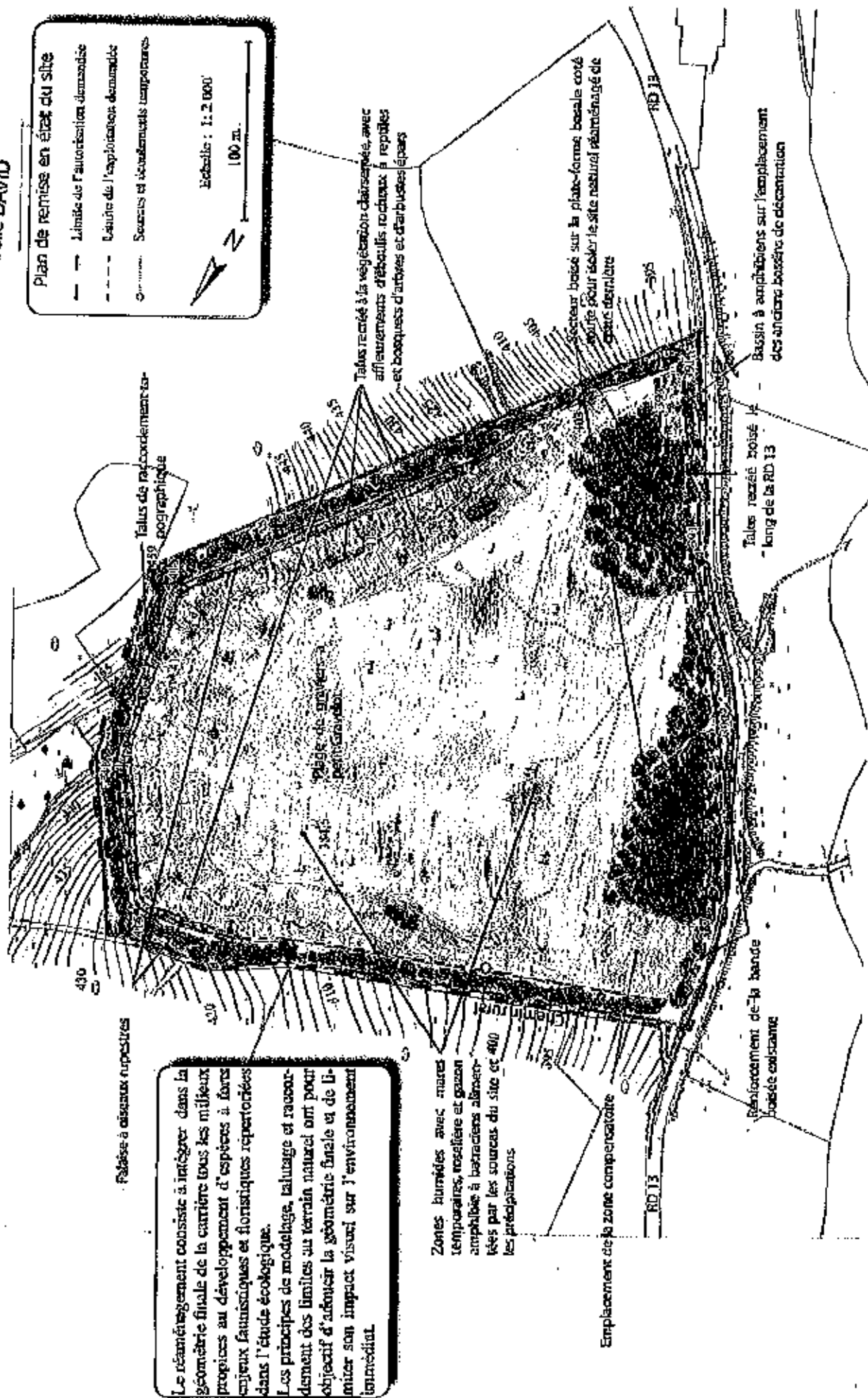
- Limites de l'autorisation dans
- Limites de l'exploitation dans
- Zone en cours de remblaiement
- Zone réaménagée



ANNEXE 3.1 : PLAN DE REMISE EN ETAT

Schéma de principe

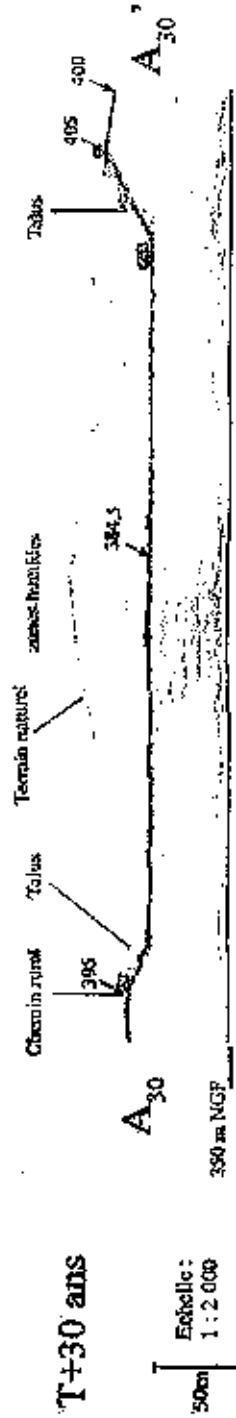
Le projet final



ANNEXE 3.1 : PLAN DE REMISE EN ETAT

Coupes du projet à T₀, T₀+ 10 ans, T₀+20 ans et T₀+30 ans : état final

Coupes du projet : aménagement coordonné

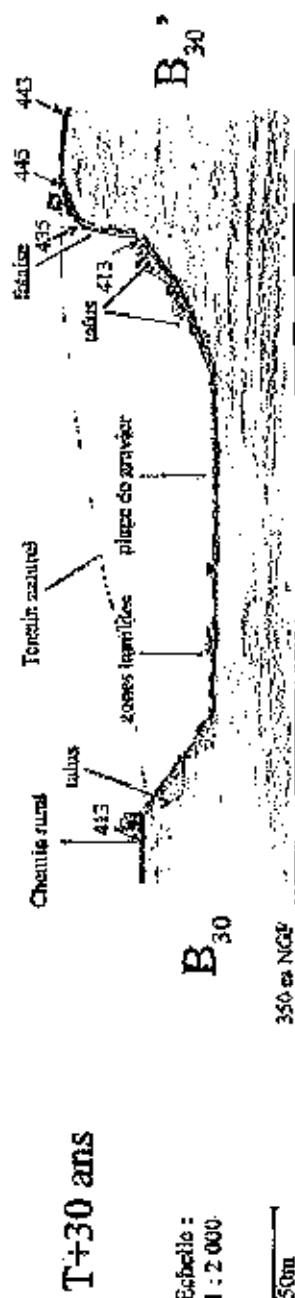
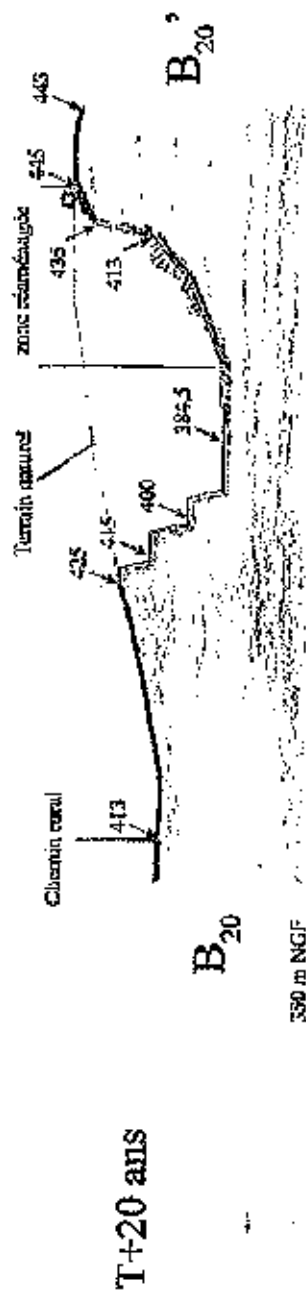


Echelle :
1 : 2 000
50m
50m



Agence Technique
ENCEM

Coupes du projet : réaménagement coordonné



Echelle :
1 : 2 000

50m



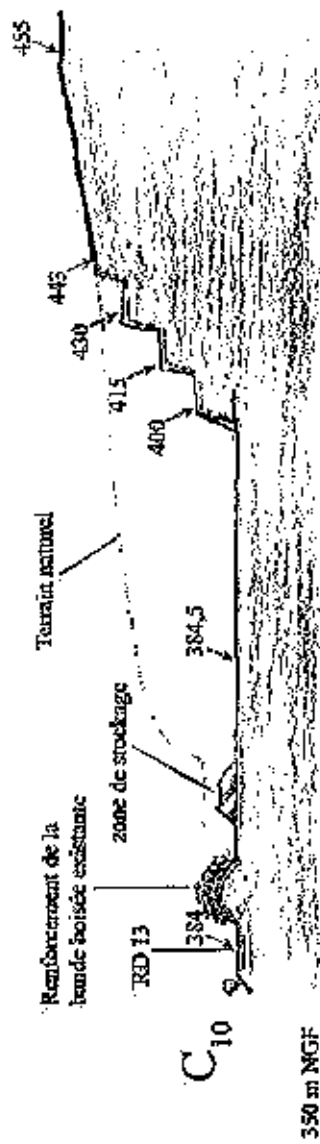
ENGIE AGENCE TECHNIQUE

Coupes du projet : réaménagement coordonné

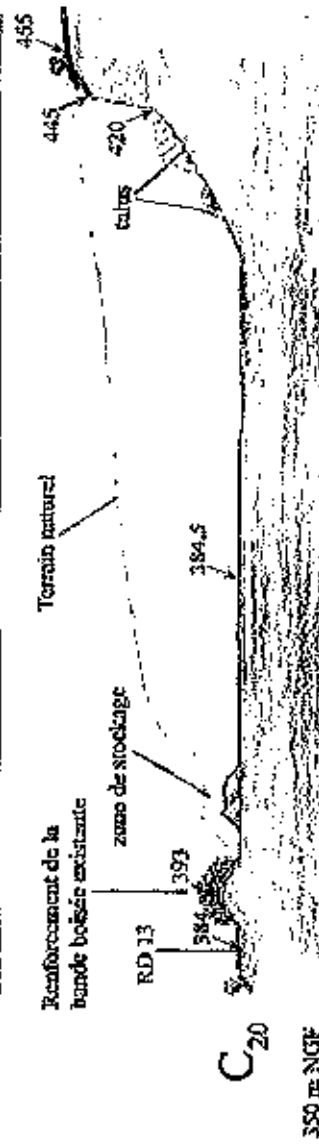
T₀



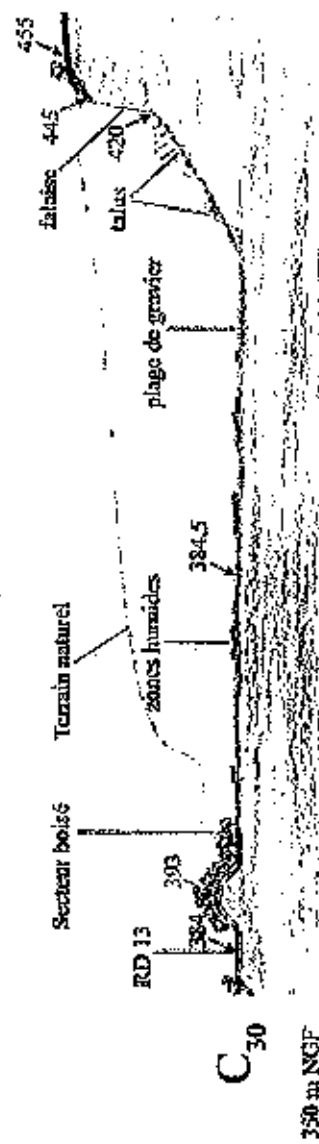
T+10 ans



T+20 ans



T+30 ans



Echelle :
1 : 2 000

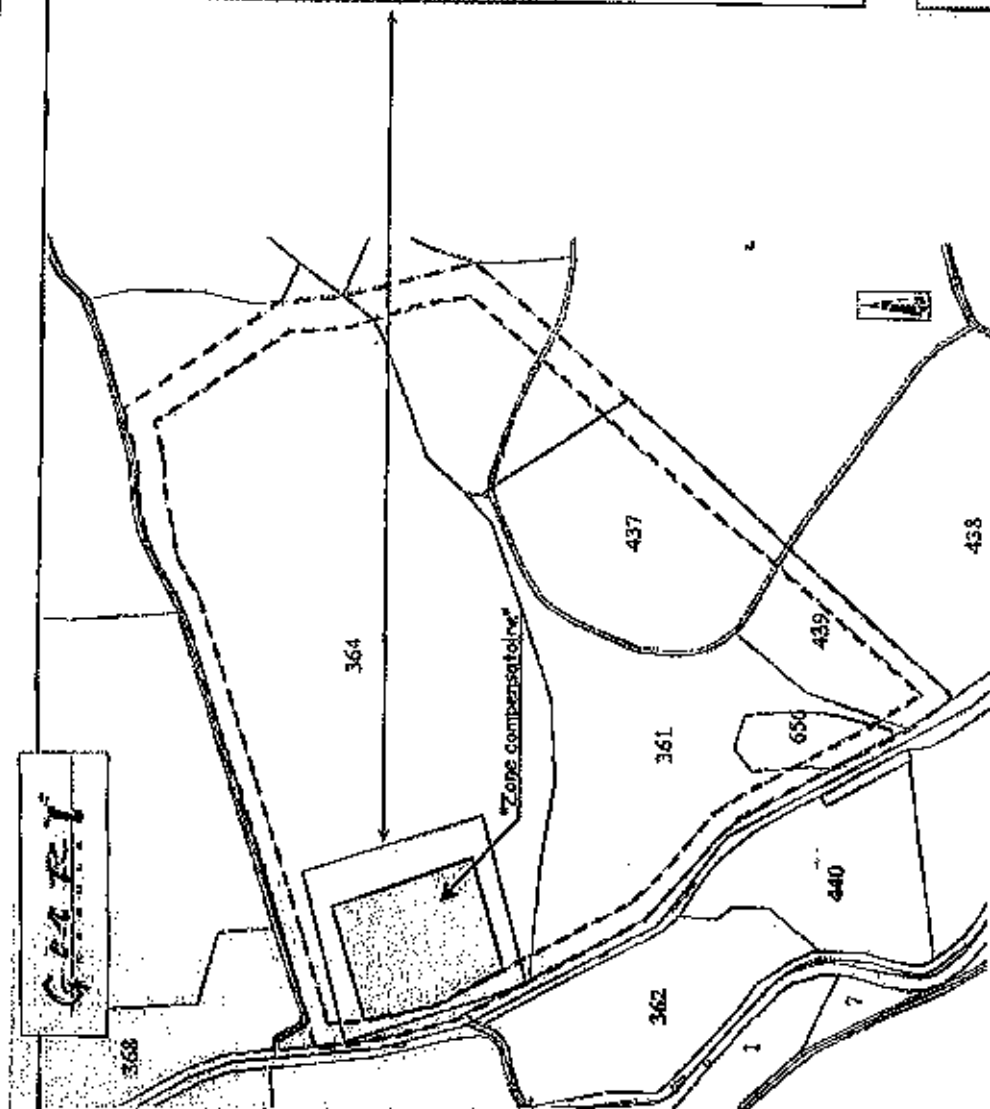
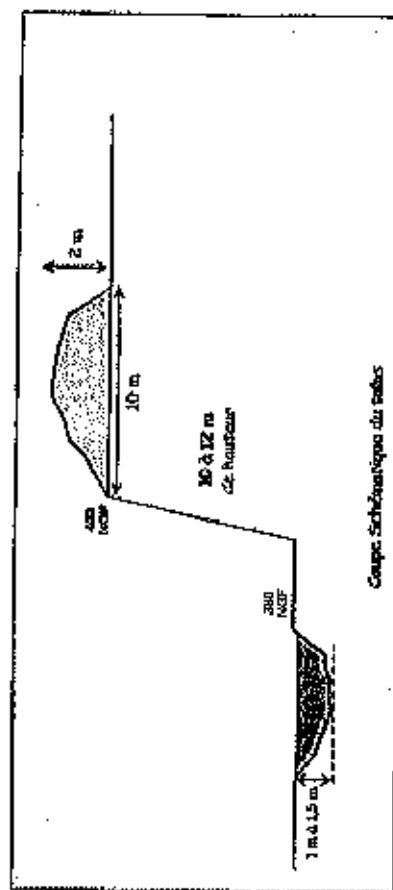
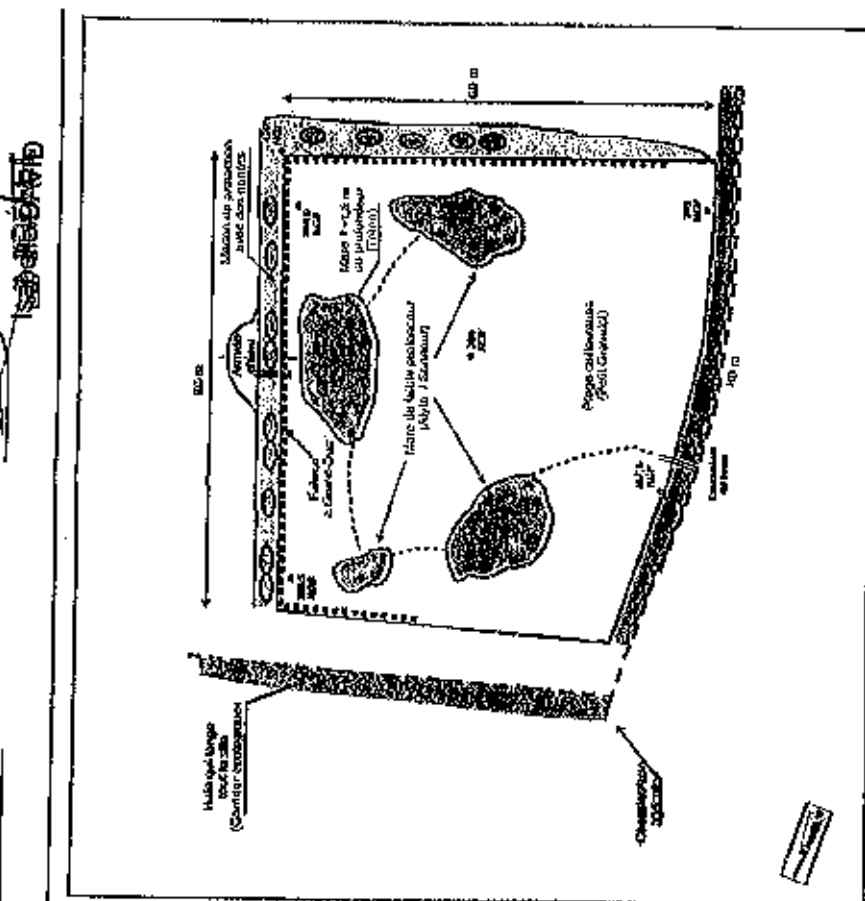
50m



Agence Technique

350 m NGF

ANNEXE 3.2 : CARTE DES MESURES COMPENSATOIRES POUR LES ESPÈCES PROTÉGÉES



GAIRT
Commune de SAINT-JEAN-LA-BUSSIÈRE (69)
SCHEMA DE PRINCIPES DE LA ZONE "COMPENSATOIRE"
Echelle : 1/2500

--- Limite de l'exploitation demandée
--- Limite de l'exploitation autorisée

ANNEXE 7 : CARTE DE LOCALISATION DES MESURES DE BRUIT ET DE RETOMBÉES DE POUSSIÈRES ET DE VIBRATIONS

工部局

Commune de SAINT-JEAN-LA-BUSIERE (69)

WOLFE ABSTINENCE

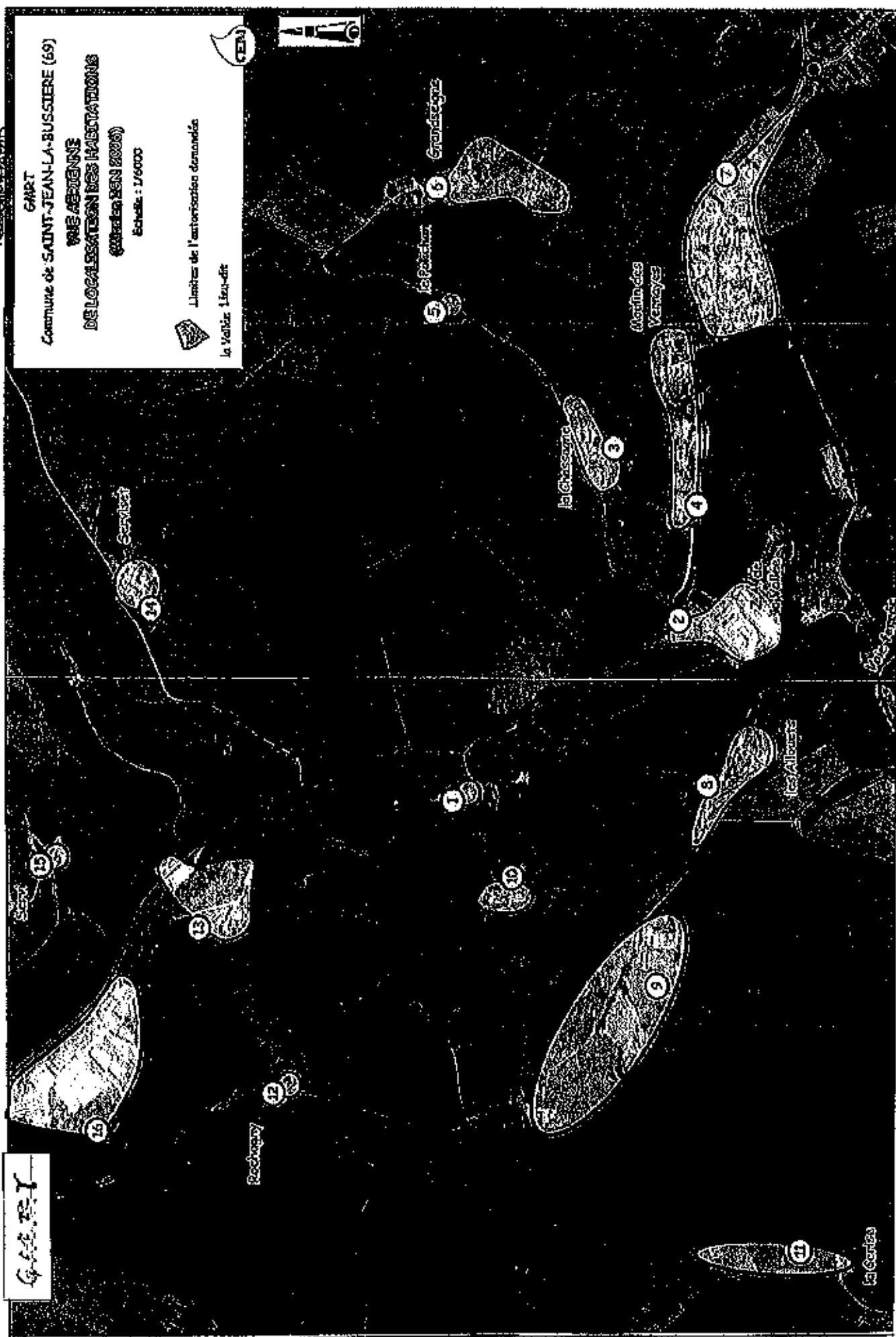
DELEGATION OF HABITATIONS

Approved: _____ Date: _____

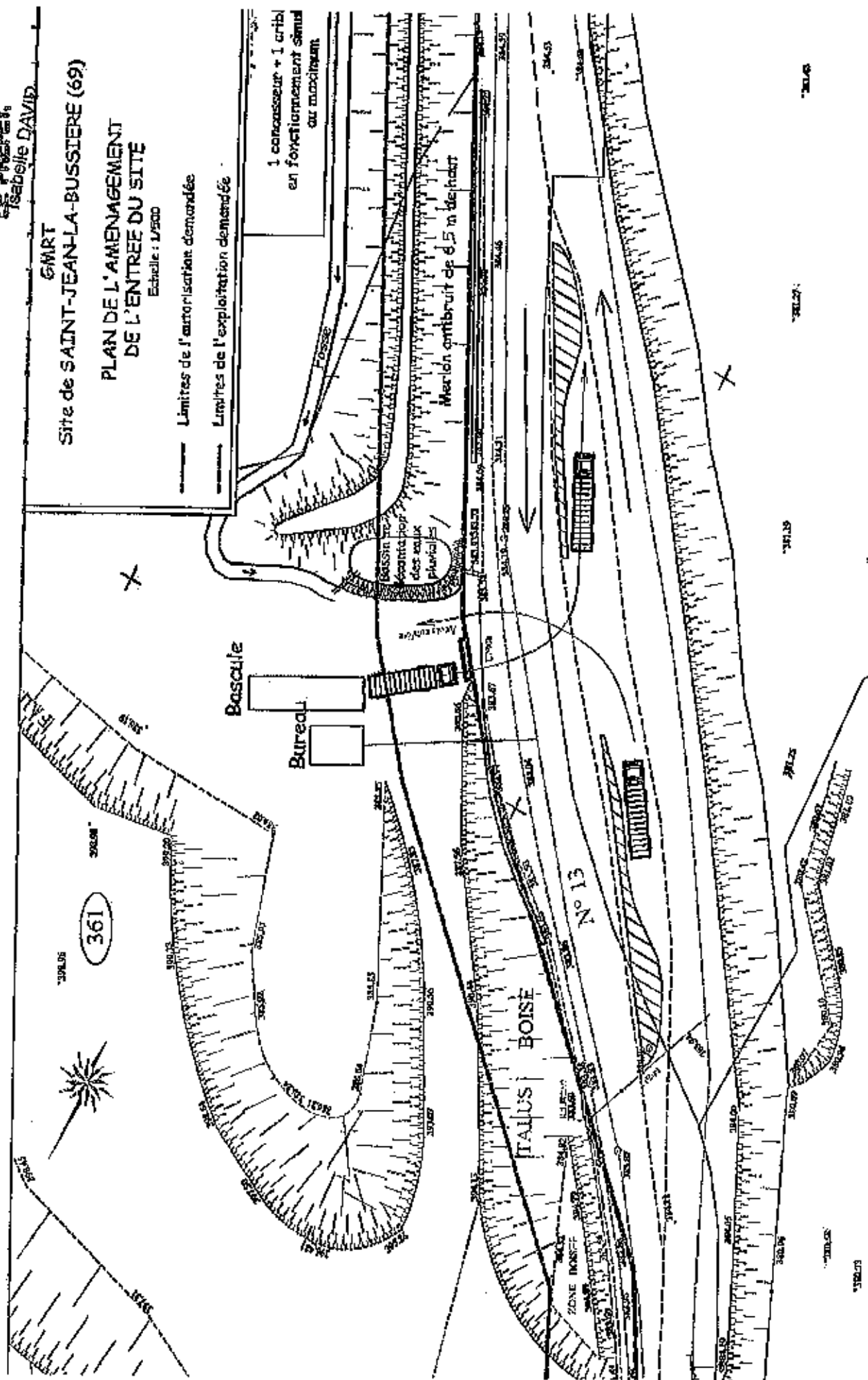
1000917 ÷ 2964039

Limites de l'autorisation demandée

La Vieille Léopoldine



ANNEXE 8 : plan d'aménagement de la sortie de carrière



ANNEXE 9 : DÉCHETS ACCEPTÉS SUR LA PLATE-FORME DE RECYCLAGE

LISTE DES DÉCHETS ADMISSIBLES EN PROVENANCE DE CARRIÈRES ET DE L'INDUSTRIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS			
CHAPITRE DE LA LISTE DES DÉCHETS (art. R. 541-8 du code de l'environnement)	CODE (art. R. 541-8 du code de l'environnement)	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17. Déchets de construction et de démolition	17 01 01	Bétons	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés (1)
17. Déchets de construction et de démolition	17 01 02	Briques	
17. Déchets de construction et de démolition	17 01 03	Tuiles et céramiques	
17. Déchets de construction et de démolition	17 01 07	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques	
17. Déchets de construction et de démolition	17/03/02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés (1) et à l'exclusion de ceux ne respectant pas les critères figurant à l'annexe 10 (2°)
17. Déchets de construction et de démolition	17 05 08	Ballast de voie ne contenant pas de substance dangereuse	

(1) Les déchets préalablement triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc, peuvent également être admis dans l'installation, sans réalisation de la procédure d'acceptation préalable prévue au titre VII.

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ A L'ARRÊTÉ
 PRÉFECTORAL Pour le Préfet,
 La Secrétaire Générale,
 8 DEC. 2012
 LE PRÉFET
 Isabelle DAVID

ANNEXE 10 : CRITÈRES À RESPECTER POUR L'ACCEPTATION DE DÉCHETS NON DANGEREUX INERTES SOUMIS À LA PROCÉDURE D'ACCEPTATION PRÉALABLE PRÉVUE AU TITRE VII

1. Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter

Paramètres	Valeur limite à respecter exprimée en mg/kg de matière sèche
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Fluorures	10
Chlorures (1)	800
Sulfates (1)	1 000 (2)
Indice phénols	1
COT sur éluat (3)	500
FS (fraction soluble) (1)	4000

(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

(2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1500 mg/l à un ratio L/S=0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S=10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S=0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S=10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

VU POUR ÊTRE APPRÉHÉ À L'ARRÊTÉ
PRÉFET **Secrétaire Général** 8 DEC. 2012


Isabelle DAVID
LE PRÉFET

2. Paramètres à vérifier pour le contenu total et valeurs limites à respecter

Paramètres	Valeur limite à respecter, exprimée en mg/kg de déchet sec
COT (Carbone organique total)	30 000 (1)
BTEX (Benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (Biphényles polychlorés 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

(1) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le COT sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

ANNEXE 11 : DÉCHETS ACCEPTÉS EN REMBLAIS

LISTE DES DÉCHETS ADMISSIBLES EN PROVENANCE DE CARRIÈRES ET DE L'INDUSTRIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS			
CHAPITRE DE LA LISTE DES DÉCHETS (art. R. 541-8 du code de l'environnement)	CODE (art. R. 541-8 du code de l'environnement)	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17. Déchets de construction et de démolition	17 05 04	Terres et pierres (y compris déblais)	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe, et des terres et pierres provenant de sites contaminés. Toutefois, la réception de terre végétale est admise, non pour le remblaiement du site, mais pour la constitution de l'horizon supérieur lors des opérations de réaménagement.
20. Déchets municipaux	20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de déchets de jardins et de parcs, à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe. Toutefois, la réception de terre végétale est admise, non pour le remblaiement du site, mais pour la constitution de l'horizon supérieur lors des opérations de réaménagement.

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ A L'ARRÊTÉ
PRÉFECTORAL DU 7 8 DEC. 2012

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,

LE PRÉFET,

Isabelle DAVID